

ROUGE

hebdomadaire d'action communiste



**FACE A LA CRISE
QUELLE RIPOSTE?
POUR LE SOCIALISME
QUELLE VOIE?**

PROGRAMME D'ACTION DE ROUGE



Kagan

Banques : les cadres jaunes sont entrés. Assiégés par les grévistes, ils ressortent et partent tête basse... Victoire !

DIFFUSER.

Mercredi 27 mars. Dernier sondage de la SOFRES : 76 % des Français pensent que « les choses ont tendance à aller plus mal » ; 12 % seulement pensent qu'elles s'améliorent. Jamais, au baromètre approximatif des sondages, l'avenir n'avait été si noir.

Les choses... Terme vague pour une inquiétude sourde. Les choses, ce sont les salaires, l'emploi, les impôts. Ce sont aussi les choses quotidiennes, du transport au logement, de l'école à la pollution. Bref, c'est la société capitaliste qui a tendance à aller plus mal. Et ce sont les travailleurs au premier chef qui en font les frais. Les travailleurs salariés dans les usines, mais aussi les employés, les petits paysans, les jeunes...

Il faut faire face, il faut agir. Et d'abord éviter que les profiteurs ne se tirent d'une mauvaise passe sur le dos des salariés. Refuser le blocage des salaires, les fermetures d'usines, les licenciements. Devant l'intransigeance acharnée du gouvernement et du patronat, il faudra pour cela mettre le paquet, rassembler et unir les forces ouvrières, étendre et centraliser les mobilisations. Il faudra, pour consolider et élargir de premières victoires, aller plus loin : en finir avec le régime UDR, chasser son gouvernement de flics et de patrons.

En 68, 10 ans ça suffisait ! En 74, 16 ans, c'est beaucoup trop.

« Face à la crise, quelle riposte ? Pour le socialisme, quelle voie ? ». C'est à ces questions brûlantes que répond le Programme d'Action de Rouge, à diffuser, à débattre dès cette semaine.

En commençant par bien comprendre dans quelle situation il s'inscrit et quelle est sa fonction.

Les hausses du prix du pétrole vont accélérer les tendances à la récession qui se dessinaient déjà dans la plupart des grands pays impérialistes. Les pays producteurs vont en effet empocher 50 milliards de dollars supplémentaires, ce qui équivaut à 2 ou 3 % de la production des pays impérialistes. Pour ne pas précipiter la récession, il faudrait que les bourgeoisies arabes bénéficiaires de la hausse rachètent immédiatement pour 50 milliards de dollars, en biens d'équipement ou de consommation, aux pays capitalistes touchés par la hausse.

Même dans cette hypothèse inconcevable, les achats des bourgeoisies arabes aux métropoles impérialistes ne

se répartiraient pas équitablement, chaque pays compensant ses dépenses supplémentaires par des exportations équivalentes. Autrement dit, le résultat inévitable, c'est une intensification de la concurrence pour conquérir les marchés arabes et attirer les capitaux disponibles des bourgeoisies arabes. Ce que Giscard avait exprimé avec clarté il y a déjà plusieurs mois en faisant de l'exportation le premier devoir national. Ce qu'illustre encore le plan gouvernemental de Pompidou qui frappe les salariés mais consacre 14 milliards à encourager l'investissement et favoriser l'exportation, une prime de vie chère pour le capital !

Pour acheter son pétrole, et défendre sa place dans la concurrence internationale, le patronat français frappe le pouvoir d'achat des travailleurs. Il veut produire à bon marché sur leur dos, sans toucher à ses propres profits. Tout au long des dernières années, il a voulu habituer la classe ouvrière à porter autour du cou le nœud coulant des contrats de progrès. Aujourd'hui, dans la difficulté, il tire sur la corde : les contrats apparaissent plus clairement encore comme un premier pas vers une politique des revenus et de blocage des salaires.

Qui va payer ? Telle est la question. La bataille s'annonce acharnée. Et pour l'engager avec autorité, gouvernement et patronat ont décidé la méthode forte. Aux fonctionnaires, le gouvernement promet 2 % en 6 mois, alors que les prix ont augmenté de 3 % (indice officiel) pendant les deux premiers mois de l'année. Dans le privé, à Ford, à Saviem, à Bergougnan, dans les banques, le patronat tente d'opposer un front solide à l'offensive revendicative. L'épreuve de force prend valeur de test aux Chantiers Navals de l'Atlantique à St Nazaire. Même si les syndicats affirment que l'augmentation uniforme de 200 F exigée ne remet pas en cause le contrat puisqu'elle serait considérée comme un à-valoir sur les prochaines négociations, une victoire sur ce point dans un bastion ouvrier serait considérée comme un précédent et pourrait faire boule de neige. D'où, bien que les carnets de commande soient bien garnis jusqu'en 78, la réponse patronale : la manière forte, le lock-out.

La manière forte, c'est aussi l'envoi des flics dans les usines, comme à Carnaud (Rouen), ou dans les foyers d'immigrés (Raymond Losserand), le harcèlement des piquets de grève par les jaunes et la CFT (comme aux Bonneteries de Champagne à Troyes), le développement de bandes parallèles (fascistes, SAC, CDR), la cybernétisation de la répression (opération Safari 1).

C'est dans un tel contexte que lève la combativité ouvrière.

2 Cependant, le jeu de la bourgeoisie est si serré qu'on sent la lutte revendicative étroitement liée au problème politique. L'élection présidentielle à l'échéance incertaine plane sur la situation. Et de fait, depuis les dernières législatives, la poussée électorale de la gauche, le maintien du programme commun font qu'il existe une solution de rechange apparente. La polarisation de la vie politique déchire les intermédiaires.

Sentant l'affaiblissement du régime, la gauche s'efforce d'apparaître comme candidate respectable et responsable au gouvernement. Dans leurs déclarations, Mitterrand, Séguy, Marchais multiplient les gages de modération. Commentant un sondage dans les colonnes du « Nouvel-Observateur », le premier explique que les travailleurs sauraient faire les sacrifices nécessaires pour ne pas gêner un gouvernement d'Union de la Gauche. Le second abonde discrètement dans son sens, dans une interview à « France-Soir ». Quant à Marchais, c'est

DISCUTER

devant le Comité Central du PCF qu'il présente dès aujourd'hui, pour aujourd'hui, son parti comme un parti de gouvernement, constructif et responsable, capable de prendre en charge l'intérêt national. Lues à la lumière de l'expérience britannique, ces déclarations doivent être prises au sérieux. Le gouvernement travailliste à peine élu, les syndicats n'ont-ils pas abandonné leur revendication de levée du blocage des salaires, centrale à l'époque des conservateurs ; et la police n'a-t-elle pas été envoyée massivement faire régner « l'ordre travailliste » dans les universités de l'Essex !

Les engagements verbaux ne suffisent pas, les partis signataires du programme commun se sont entendus sur une plate-forme de 5 mesures d'urgence face au plan gouvernemental. Plate-forme minimaliste, qui vise autant à rassurer la bourgeoisie sur les intentions immédiates d'un éventuel gouvernement de gauche qu'à unifier sur des perspectives concrètes la mobilisation populaire. Ainsi, on ne demande pas l'abrogation pure et simple de l'ordonnance de 67 sur la Sécurité Sociale, mais le remboursement intégral des frais médicaux et pharmaceutiques pour les maladies graves. Ainsi, alors que Séguy et Maire rivalisent d'éloquence pour expliquer qu'on ne vit pas en 74 avec moins de 1500 F par mois, la plate-forme s'en tient modestement au SMIC à 1200 F,

sur la base 40 h, et n'exige nulle part le retour immédiat aux 40 h alors que le chômage menace !

C'est aussi que la gauche française tire à sa manière les leçons du Chili. Si l'Unité Populaire a échoué c'est que, l'impatience des gauchistes aidant, elle s'est coupée de la petite-bourgeoisie. Ainsi raisonnent les bureaucrates. Aussi veulent-ils élargir préalablement, préventivement en quelque sorte, leur base. En multipliant les concessions. Dès l'automne, le PCF a tenu des propos apaisants, conciliants envers les commerçants, les PME... En mettant en vedette l'accord entre l'UGICT et la CGC.

Mais si la gauche peut s'efforcer ainsi d'élargir sa base sociale, elle a encore plus de mal à élargir ses alliances politiques. Dans le cadre de la démocratie parlementaire italienne, malade et vermoulue, le PC italien préconise un « compromis historique », un accord large englobant la Démocratie Chrétienne, garantissant une majorité supérieure à 51%. Mais dans le cadre de l'Etat fort en France, les combinaisons d'alliance sont plus limitées, quasiment bloquées. La bourgeoisie tire à sa façon les leçons du Chili (classe contre classe, de son point de vue) ; et Lecanuet a catégoriquement fermé la porte à toute forme de soutien, fût-il seulement électoral, envers une coalition englobant le PCF. Ainsi, quelques groupuscules ou individus mis à part, la gauche ne peut plus espérer gagner grand monde sur sa droite.

D'où son avenir contradictoire : ou s'appuyer résolument sur le mouvement des masses, ou capituler ouvertement. Si la bourgeoisie se trouvait acculée, elle pourrait envisager de recourir à un Mitterrand comme ultime carte, sorte de Kérénsky. Mais à un Mitterrand délié de tout engagement envers le programme commun, précieux seulement pour son audience au sein du mouvement ouvrier, pour gagner du temps. Gouvernement ouvrier et populaire ou kérénskysme, telle est l'alternative politique qui finira par crucifier et écarteler la solution boiteuse de l'Union de la Gauche.

3 Cette alternative s'affirmera d'autant plus que montera et mûrira la combativité ouvrière.

Six ans après mai 68, le chemin parcouru est déjà considérable. D'abord par l'ampleur des mobilisations en cours qui entraînent et brassent les secteurs les plus divers. Nous ne sommes plus en 71 ou 72 à l'époque des « luttes-phares », exemplaires mais relativement isolées, comme les Batignolles ou le Joint Français. Fonction Publique, EGF, métallurgie, les gros bataillons se mettent en branle... Dans certaines villes, comme à Bordeaux, on voit cinq ou six usines en grève simultanément. Six mille grévistes dans le textile à Lille. Neuf mille lock-outés à St Nazaire. Dans les banques, les employés tiennent bon. Des villes qui avaient à peine été effleurées par le souffle de mai bougent, comme Le Puy ; à Laval, en octobre, la grève était quasi générale. Dans les lycées parisiens, les enseignants se préparent (70 lycées représentés à la dernière coordination) et ont rendez-vous le 10 avril pour organiser la lutte. La colère paysanne se rallume dans le Midi viticole.

Le contenu des revendications témoigne par ailleurs d'une élévation du niveau de conscience et d'une unification possible de la lutte sur les salaires : 200 F pour tous à St Nazaire, à Thomson, 300 F à Ford, 1500 F mini et échelle mobile ! De même que les formes de lutte : multiplication des occupations, des piquets durs, voire de brigades mobiles (Olivetti), saisie de trésors de guerre selon l'exemple de Lip (Olibet), auto-organisation (centralisation des comités de grève dans les banques).

Les luttes ont tendance à se généraliser, se

révolte et la fête. Uni contre la loi et l'armée du capital, il s'était peu politisé en profondeur. Le démarrage de la grève des OS à Renault n'avait guère éveillé d'écho en ses rangs, et le mouvement était retombé avec une surprenante rapidité, par rapport à son ampleur. La mobilisation actuelle est d'emblée plus politisée. Peut-être parce que son motif, la réforme Fontanet, est un projet global en matière d'éducation, qui nécessite une compréhension profonde de la part des jeunes en lutte. Mais surtout parce que l'intensité des luttes sociales traverse le mouvement jeune. Et ce n'est pas par hasard, dans un tel contexte, que ce soient les collégiens des CET qui se soient portés à la pointe du mouvement. De même, pour le mouvement jeune, la question de la jonction avec les luttes ouvrières ne se pose plus simplement en termes de juxtaposition des luttes et d'addition des cortèges, mais plus profondément en termes de solidarité, d'articulation des luttes : s'intégrer dans le dispositif d'auto-défense d'une usine occupée, discuter les revendications ouvrières et leur lien avec les luttes dans l'école, ou encore, comme dernièrement dans un lycée, organiser une crèche pour faciliter la participation d'ouvriers et d'ouvrières en grève à l'occupation de l'usine et aux piquets !

FACE A LA CRISE QUELLE RIPOSTE? POUR LE SOCIALISME... QUELLE VOIE?



PROGRAMME
D'ACTION PRESENTE PAR **ROUGE**

4 Alors, comment lutter ? Comment lutter quand la tactique des luttes dépend étroitement de la stratégie politique ? La stratégie de la direction cégétiste est claire : elle s'est ouvertement engagée dans le soutien à l'Union de la Gauche sur la base du programme commun. Soucieuse de ne pas se couper de la combativité actuelle, elle l'est tout autant de préserver

appel à la grève : à cette occasion, les Jeunesses Communistes se sont même opposées à la jonction des lycéens au cortège des fonctionnaires. De même, à Bordeaux le 21, alors que la grève de l'EGF paralysait plusieurs entreprises, les travailleurs de ces entreprises n'ont pas été appelés à se joindre aux manifestations, alors que, quand les sections syndicales de la boîte en prirent l'initiative, ce fut un succès. La direction cégétiste redoute, si elle lance l'initiative d'une grève nationale, que les travailleurs répondent : « Demain, on continue ! ».

Si, de son côté, la direction de la CFDT parle de convergence stratégique avec la CGT et de feu roulant d'actions, c'est qu'elle n'a guère de stratégie propre ni de tactique précise. Ce feu roulant-là, sans perspective centrale, unifiante, risque de faire long feu. En fait, et Maire l'a plusieurs fois implicitement admis, à terme, la CFDT, préoccupée de ne pas s'isoler du grand rassemblement populaire, n'a guère d'autre issue que le ralliement conflictuel à l'Union de la Gauche. Les attaques violentes de Berteloot, Séguy, Krasucki visent à hâter le mouvement et à inviter la direction cégétiste à faire régner l'ordre dans ses rangs, en des temps propices aux débordements.

Déjà, en de multiples occasions, comme à Bordeaux, ou dans la grève de Bergougnan, à Clermont-Ferrand, les directions CFDT locales sont aussi zélées que celles de la CGT dans le passage des luttes.

C'est dans ce contexte que Rouge a estimé nécessaire d'élaborer et de publier un programme d'action.

Face à la crise, à l'inflation, aux fermetures d'usines et aux compressions de personnel, il s'agit d'abord de définir un système de revendications et de formes de lutte unifiant la classe ouvrière.

A la différence du Manifeste de la Ligue Communiste qui apportait la réponse des révolutionnaires sur le socialisme à construire et les moyens d'y parvenir, le programme d'action de Rouge est un instrument d'agitation, plus immédiat, plus concret. Une réponse d'actualité. Il ne dit pas seulement ce qu'il faut faire, mais aussi ce que peuvent faire les révolutionnaires, les travailleurs combattifs, à partir de forces même limitées. Et comment le faire, en s'appuyant sur de multiples exemples et expériences puisés dans les luttes de la dernière année.

Il s'agit d'articuler entre elles les mobilisations en cours, de prendre appui sur leur tendance à l'extension et à la généralisation pour avancer l'idée de la grève générale reconductible, car pour arracher gros à la bourgeoisie en ces temps difficiles, il faudra employer de grands moyens. Et si le gouvernement UDR, comme le gouvernement conservateur est emporté par la vague, le programme d'action définit les tâches du mouvement de masse, ce qu'il devrait exiger d'un véritable gouvernement ouvrier, sa propre vigilance organisée restant la meilleure garantie des premières conquêtes.

Il s'agit enfin avec ce programme d'action de s'inscrire dans le débat en cours. Le programme commun définit une perspective électoraliste, parlementaire, qui n'est pas la nôtre et qui ne permet guère de répondre aux questions de l'heure, à la lumière de la lutte de Lip et de la tragédie chilienne. La direction de la CFDT, celle du PSU n'ont pas réussi à tracer une voie distincte. Pire, la direction cégétiste s'empêtré à discuter des alliances avant de discuter du contenu programmatique, mettant

LE PROGRAMME

D'ACTION

coordonner, se centraliser à l'échelle d'une ville (Bordeaux), d'une région (dans le Midi où les grévistes rencontrent les viticulteurs), d'une branche (Banques).

Dans nombre de luttes de pointe se manifeste une avant-garde ouvrière souvent jeune, qui échappe au contrôle des directions réformistes et les inquiète. D'où la lettre de Séguy aux patrons de presse critiquant l'importance accordée aux gauchistes et à la CFDT dans le compte-rendu des luttes. D'où l'accent mis au dernier Comité Central du PCF, tant dans le rapport de Marchais que dans un rapport spécifique de M. Zuidner, sur la réorganisation des cellules d'entreprise. C'est aussi l'une des raisons de l'agressivité des dirigeants cégétistes envers la CFDT, soupçonnée d'abriter avec complaisance ou de ne pas combattre avec assez de fermeté les fauteurs de débordement. Pourtant, cette avant-garde ouvrière, si elle se trouve en partie à la CFDT, se retrouve aussi dans les rangs de la CGT, de même qu'elle élargit son expérience dans certains cas et son activité dans les comités Chili, les comités MLAC, les comités de mobilisation préparatoires aux luttes.

L'actuelle mobilisation de la jeunesse contre la réforme Fontanet s'inscrit directement dans ce contexte social. Au lendemain des élections de mars 73, le mouvement contre la loi Debré avait davantage le caractère d'une explosion sociale massive, entre la

l'image de syndicat responsable capable de contrôler les humeurs de la classe ouvrière. Ainsi, toujours dans son souci d'ouverture aux cadres, n'acceptera-t-elle qu'à contre-cœur les revendications d'augmentation uniforme, comme à Saviem où elle avait commencé par s'y opposer dans le souci de respecter la hiérarchie. Pour la direction de la CGT, la riposte graduée au plan gouvernemental, journée d'action après journée d'action, branche après branche, a aussi une fonction de pilonage pré-électoral, parallèle à la relance de la propagande autour des 5 mesures d'urgence de la gauche.

Au demeurant, la direction de la CGT ne semble pas pressée de voir les actions, les luttes qui s'étendent, converger vers une grève générale. Les initiatives prises à ce jour ne vont guère dans ce sens. La journée d'action dans la Fonction Publique ne s'appuyait pas sur une plate-forme revendicative concrète et n'incluait aucun

la charrie avant les bœufs, et excluant les révolutionnaires du débat sur l'auto-gestion. Si dans l'extrême-gauche le slogan « Une seule solution, la révolution ! » exprime bien une défiance de plus en plus massive face aux bureaucrates réformistes, il ne saurait tenir lieu de programme, de perspective concrète, de guide dans les luttes. Avec notre programme d'action, nous prétendons contribuer sans exclusives au débat entre toutes les organisations ouvrières, politiques ou syndicales, de la gauche parlementaire unie ou de l'extrême-gauche. Qu'à tous les niveaux de ville, de secteurs, d'établissements, les diffuseurs de Rouge prennent les contacts à cet effet.

Pour ne pas en rester aux réponses au coup par coup face à l'attaque du patronat et au projet de l'Union de la Gauche, il faut dès maintenant diffuser, discuter, faire discuter ce programme !

Daniel BENSARD

un plan de guerre anti ouvrier

Une mise en scène conforme au style du nouveau régime : retard du conseil des ministres, confidences aux journalistes sur la colère de Pompidou (Giscard et Messmer ne lutteraient pas assez énergiquement à son gré contre l'inflation)... et un catalogue de mesures baptisé « plan anti-inflation ». Derrière tout ce décorum, il y a deux confirmations :

- 1) le gouvernement n'envisage aucune lutte réelle contre la hausse des prix.
- 2) il manifeste plus ouvertement que jamais sa volonté de faire payer la crise par les travailleurs.

Cette dramatisation délibérée dans l'annonce de ce plan a pour but d'occuper la scène politique, de neutraliser les courants centrifuges de la majorité, et notamment un Debré. Mais, plus que le choix d'une stratégie contre d'autres pour lutter contre la dégradation de la situation économique, elle traduit le désarroi de l'équipe en place face aux problèmes qui s'accumulent.

Comme le dernier plan anti-inflation (celui de novembre), ce qui s'est décidé le 21 mars n'aura aucun effet sur la hausse des prix. Tout le problème est de savoir s'il réussira à convaincre le patronat de la crédibilité du gouvernement actuel, et s'il donnera un répit à la bourgeoisie en désamorçant la combativité ouvrière.

Cela ne semble pas le cas...

LE BLOCAGE DU POUVOIR D'ACHAT

Le pouvoir d'achat sera maintenu à son niveau actuel, compte tenu de la hausse des prix. Pas question de l'améliorer : la France, voyez-vous, n'en a pas les moyens. Comme la hausse des prix sera mesurée à travers le miroir déformant de l'indice INSEE, cela veut dire que le projet du gouvernement est bien de réduire le pouvoir d'achat de plusieurs millions de travailleurs.

Motif ? le pétrole est plus cher : il va coûter 24 milliards de plus en 1974. La production nationale (d'après les prévisions du Ministère des Finances) doit augmenter en 1974 de 125 milliards au moins, soit 5 fois plus.

Ainsi prétendre bloquer le pouvoir d'achat en 1974, c'est vouloir augmenter encore l'exploitation des travailleurs, réduire la part des salaires dans la production nationale. Augmentation de la production : 125 milliards; 25 milliards aux pétroliers, 100 milliards aux patrons; rien aux travailleurs. Voilà à quoi peut se résumer le projet de Giscard.

Une attaque en règle contre la classe ouvrière.

CREDIT-CADEAU POUR LE PATRONAT

L'encadrement du crédit est maintenu... sauf pour les petites et moyennes entreprises et les entreprises exportatrices. Comme toutes les grandes entreprises exportent plus ou moins, le crédit va désormais être librement distribué; il l'est d'ailleurs dans les faits, depuis deux mois, les banques n'appliquant pas la réglementation.

Les crédits sont pour les entreprises de véritables cadeaux, à la différence de ce qu'ils représentent pour les travailleurs : lorsqu'un travailleur achète à crédit, c'est

fauté de pouvoir payer comptant. Le crédit lui coûte des intérêts, mais l'aide à s'en sortir : il pourra payer une charge inattendue ou profiter plus vite d'un achat.

Quand un patron achète à crédit, il achète de nouvelles machines, embauche de nouveaux travailleurs, augmente sa production et donc son profit. Comme le taux d'intérêt qu'il paye toujours inférieur au taux de profit, une fois qu'il a payé les intérêts il lui reste toujours du profit qui vient gonfler son taux de profit sur le capital qui lui appartient.

En France, les entreprises sont très endettées. Ce n'est pas là un signe forcément néfaste pour les capitalistes; c'est un des instruments les plus efficaces pour lutter contre les conséquences de la baisse du taux de profit. Mais c'est un jeu dangereux. Il suffit que les travailleurs réduisent leurs économies, que les capitalistes étrangers viennent emprunter sur le marché français pour qu'éclate une crise financière aux graves conséquences.

Or, à partir d'un certain taux d'inflation, les salaires n'épargnent plus guère. Quant au capital financier, il préfère gagner de l'argent en spéculant sur les hausses des matières premières et des terrains que de se placer dans l'industrie. Dès lors existent les conditions d'une crise financière.

LES IMPOTS : PAYEZ PLUS, CONSOMMEZ MOINS,

Freiner la consommation. Voilà le but. Pour cela, deux moyens :

- on annonce solennellement qu'il y aura une baisse de la TVA; pas tout de suite, mais d'ici la fin de l'année...

Cette mesure est une tentative (naïve !) pour inciter les gens à ralentir leur consommation : ils avaient tendance à acheter « préventivement » avant que ne surviennent de nouvelles hausses; on leur annonce des baisses de prix de fin d'année pour les pousser à retarder leurs achats ! Les technocrates du ministère prennent décidément les travailleurs pour des imbéciles.

- en attendant, on augmente les impôts directs en promettant que c'est la dernière fois (on peut faire confiance à Giscard : 15 jours avant de faire le contraire, il avait promis de ne pas augmenter le 2ème tiers provisionnel). Cette majoration du 2ème tiers à 43 % touche les « privilégiés » qui payent plus de 2000 F par an d'impôts (c'est à dire ceux qui ont gagné 1700 F par mois en 73). Au 15 mai, ils auront donc déjà payé 86 % de leurs impôts. Un record.

MEME PAS LE SOUCI DES APPARENCES !

Plus que leur efficacité, c'est le côté ouvertement anti-ouvrier des mesures gouvernementales qui frappe. L'actuel gouvernement n'a même plus le souci de sauver les apparences. La presse bourgeoise elle-même s'en afflige.

Ainsi le journal « Le Point » qui écrit par exemple :

« L'impôt sur le capital - même symbolique - prélèvement exceptionnel sur les hauts revenus auraient pu éviter l'impression donnée que seuls les salariés sont, une fois encore, appelés à l'effort, sans même être assurés d'une véritable indexation de leurs salaires sur le coût de la vie ».

LES PRIX : LE CONTROLE-BIDON EST MAINTENU

Le « contrôle » actuel est maintenu. Il n'y aurait d'ailleurs aucun intérêt à le supprimer : il ne dérange absolument pas les patrons.

En fait de contrôle, il s'agit seulement de demander aux industriels de trouver de bons prétextes pour augmenter leurs prix : matières premières plus chères, taux d'intérêt plus élevés, changement d'emballage, etc...

La seule limitation aux hausses des prix industriels concerne la « répercussion des facteurs internes » c'est à dire la répercussion dans les prix de vente des hausses de salaire concédées. Cette mesure est une invite directe au patronat à modérer les augmentations de salaires : lâchez 1,5 ou 2 %, mais pas plus. Au-delà, vous seriez contraints de prélever la somme sur vos profits.

Ainsi non seulement le gouvernement laisse s'envoler les prix, mais la seule forme de contrôle qu'il préconise est celle d'une police des salaires.

« AIDE A L'EXPORTATION » : AIDE AUX PLUS GROS TRUSTS

Ce sont les très grandes entreprises qui exportent. En France, 65 entreprises réalisent plus de la moitié des exportations. Développer les exportations, cela signifie encourager quelques trusts de gros calibre comme la CGE qui exportent moins du quart de leur production. C'est la voie que s'est tracée la bourgeoisie pour sortir le moins mal en point possible de la crise.

Pour cela, le gouvernement est prêt à toutes les générosités : 4 milliards de francs sont prévus pour récompenser les industriels hésitants.

* *

Pour la bourgeoisie, ce « plan de printemps » n'est pas une stratégie à long terme pour sortir de la crise, mais plutôt la continuation de réponses immédiates. Les mesures annoncées par Giscard et Messmer mercredi sont le contraire d'un vrai plan. C'est une manœuvre à la godille que le gouvernement a jugé nécessaire pour garder les mains libres afin de faire face à une série d'inconnues qu'il ne peut maîtriser... écrit le journal patronal « Les Informations ».

Pour les travailleurs, c'est la confirmation d'une offensive anti-ouvrière qui se précise chaque jour un peu plus : blocage du pouvoir d'achat, hausse des prix déchaînée, augmentation des impôts...

Les luttes sur les salaires qui se multiplient montrent sa volonté d'y répondre.

Pierrot



bergougnan

tête

rage au

G. Ségué était à Clermont Ferrand au congrès de l'UD-CGT, entouré de tout ce que la ville compte d'éminents bureaucrates. Pendant ce temps, les travailleurs de Bergougnan luttent dans leur usine, entamant leur huitième jour de grève pour 200 F pour tous, le transport gratuit et la suppression des chronomètres.

Dans la salle du congrès les interventions se succédaient, routinières et moroses. Pas un mot, pas un salut aux travailleurs en lutte. Pourtant l'ombre de la grève de Bergougnan planait sur la salle, une grève dont chacun savait qu'elle échappait au cadre traditionnel.

C'est alors que J.J. Perrier, secrétaire de la CGT Michelin, monta à la tribune pour exorciser le spectre. Avec minutie il s'acharna à déconsidérer la grève, sans prendre une quelconque précaution oratoire de solidarité minimum avec les grévistes. Bergougnan était pour lui l'image même de ce qu'il ne fallait pas faire !

Le signe de la curée était donné avec le maximum de publicité. Toute l'artillerie lourde de la CGT allait se déclencher avec la complicité bienveillante de la direction CFDT :

- le vrai patron de Bergougnan est Michelin. La CGT et la CFDT Michelin se refuseront à toute information aux travailleurs Michelin, tout tract, tout communiqué de soutien,

- on développe au contraire que la grève est menée par les gauchistes et qu'il faut surtout ne rien faire pour qu'ils se cassent la gueule,

- le CGT convoque spécifiquement les cadres et les techniciens de Bergougnan en ses locaux pour les inciter à ne pas poursuivre la lutte pour 200 F pour tous,

- les UD-CGT et CFDT refusent, elles



Je désire prendre contact avec Rouge

NOM.....

ADRESSE.....

Age..... Profession.....

Lieu de travail (facultatif).....

Rouge

10, imp. Guéméné - Paris 4 -
téléphone 272 88 96 ou 272 68 82

hebdomadaire d'action communiste

ARGENT :

A L'ORDRE DE ROUGE

CCP: 25043 88

PARIS

Directeur de publication
Henri Weber

Les articles signés n'engagent pas nécessairement le point de vue de la Rédaction.

SOUTENEZ « ROUGE »

abonnez-vous

Je désire m'abonner à Rouge

NOM.....

ADRESSE.....

Abonnement choisi.....

	tarif des abonnements	
	pour la france	l'étranger
un an	90	150
six mois	45	75
	110	180
	55	90

par avion: écrire à ROUGE

Seules les demandes d'abonnement accompagnées de leur règlement immédiat sont prises en considération. Pour tout changement d'adresse, joindre 1fr.50 et la dernière bande.

Impression : L'AVENIR GRAPHIQUE PARIS



non à la fermeture

Les travailleurs de l'imprimerie DARBOY à Montreuil qui employait 92 personnes occupent l'entreprise depuis le 1er mars. Ils se battent pour le paiement de leurs indemnités et pour la garantie de l'emploi. Après Larousse, il était intéressant de savoir comment les travailleurs envisagent la lutte, quelles leçons ils tirent de la manière dont la FFTL avait alors mené la lutte et comment ils comptent s'opposer aux plans patronaux.

Les travailleurs de Darboy qui occupent ont accepté de répondre à ces questions pour « Rouge ». Dans le bureau directorial où ils nous ont reçus, il y avait une douzaine de travailleurs dont plusieurs délégués CGT, du Comité d'entreprise et du personnel. Ils ont répondu ensemble aux questions. Nous publions cette interview et nous reviendrons prochainement sur ce qui se passe dans le livre depuis la fermeture de Larousse et sur les formes de lutte nouvelles qui apparaissent.

Pouvez-vous rappeler comment a été prise la décision de fermeture et comment la lutte a commencé ?

Le 23 janvier, un administrateur provisoire est arrivé : l'entreprise allait mal, paraît-il. Sa première décision : il ne paierait plus que 30 % du salaire. Le lundi 26, on voulait faire quelque chose mais on a préféré attendre la fin du mois pour que les mensuels soient payés et qu'on soit tous unis.

Le 1er février tous les travailleurs se sont réunis : on a décidé de continuer à travailler (pour être payés) mais en même temps d'occuper jour et nuit pour surveiller les machines et les stocks. Le 4 février il y a eu le dépôt de bilan et le 18, le tribunal de commerce a ordonné la liquidation. C'est alors qu'on a appris qu'il y avait un passif de 600 millions anciens. Il faut dire que jusqu'à ce moment le CE n'avait été avisé de rien. Au moment où le jugement a été prononcé, le patron était en Corse pour régler une affaire de construction d'une villa. Il n'est pas parti les poches vides !

Les lettres de licenciement ont été envoyées entre le 27 février et le 1er mars, l'inspection du travail n'a même pas été avisée.

En même temps le liquidateur nous prévenait qu'il ne pourrait pas payer les indemnités de licenciements, qui sont importantes : 80 millions anciens.

Pourtant au 1er mars les carnets de commande étaient encore remplis pour

2 mois, ce qui représente 140 millions anciens.

Depuis le 1er mars on occupe.

Vous avez alors décidé de réclamer le paiement des indemnités de licenciement et le maintien de l'entreprise en activité. N'est-ce pas ?

Non, il y a une loi qui s'applique depuis le 1er mars et qui dit que les indemnités de licenciement deviennent des superprivilèges au même titre que les salaires et qu'il faut donc les payer en priorité. Seulement voilà chez nous le jugement du tribunal a été rendu le 18 février. Pour 12 jours, on n'aurait pas droit à bénéficier de cette loi. Ça permet peut-être de comprendre pourquoi la fermeture a été si précipitée alors qu'il y avait encore du boulot. Ce qu'on veut dans un premier temps c'est l'application de la loi : qu'on touche ce qu'on nous doit.

Ensuite avec ce patron, ou sans lui, nous, on veut rester ici. Parce qu'on voit les queues qui s'allongent dans les bureaux de chômage surtout dans le Livre et on sait qu'il sera difficile de trouver du travail ailleurs. Ou alors à quels salaires ? On se bat pour ces deux objectifs.

Les fermetures dans le livre sont prévues par le VIème Plan. Il y a eu plusieurs milliers de licenciements en trois ans sur la région parisienne. La centralisation des

luttons sur l'emploi est aujourd'hui nécessaire. Quel rôle peut jouer la FFTL ? Quelles sont vos relations avec elle ? Avez-vous pris des contacts avec d'autres entreprises en lutte sur les mêmes problèmes ?

Pour la FFTL, c'est simple. On a pris plusieurs fois contact avec eux. Jusqu'à présent, leur prise de position a été claire : après avoir vu l'administrateur, un des permanents du syndicat nous a dit : « Il faut évacuer les lieux proprement et honnêtement ». Voilà pour ce qui est de la solidarité financière. C'est maintenant seulement que la FFTL nous donne l'assurance qu'elle va être envisagée dans les jours prochains. Nous, dès le début, on a décidé d'ouvrir l'entreprise à ceux qui voulaient nous soutenir. C'est notre force. Sans cela, on n'aurait pas pu tenir. De notre côté on se déplace beaucoup, pour l'instant surtout sur Montreuil : on a contacté la BNP en grève, plusieurs boîtes de Montreuil, les lycéens en grève. On a vu des gars de Rateau. On a vu des travailleurs de LIP. La municipalité communiste nous aide avec des repas, l'Union Locale CGT aussi. Elle nous indique les entreprises pour les collectes, elle a tiré une affiche sur notre lutte. A noter qu'elle a très peu de rapports avec la FFTL, car le syndicat du livre est très « fermé ».

On essaie d'informer les autres imprimeries. On a rencontré des travailleurs de chez Maulde et Renau, d'Informatique 30.000, on est en contact avec le Goëland et la Sogra, deux imprimeries où les travailleurs ont redémarré la production. Pour l'instant on a collecté 12.000 F. C'est maigre pour une paie complète...

Avez-vous envisagé le redémarrage de la production, à la fois pour vous payer et pour sortir du matériel d'information sur votre lutte ?

Depuis le début, on y pense. On y pense surtout pour s'assurer une paie. Le problème, c'est de trouver des clients. On a vu les anciens clients de la boîte pour leur sortir leurs boulots. On a déjà eu une commande des travailleurs de Lip. Les travailleurs de la Sogra nous ont aussi donné du travail. On nous a commandé une affiche sur le Larzac. La décision de redémarrer, on va la prendre dans les jours qui viennent. En tout cas, ici tous les travailleurs sont d'accord sur le principe. On peut le faire, il reste des travailleurs à chaque poste de travail. A ce moment là, il faudra s'organiser un peu plus, se répartir les tâches, mettre en place des commissions qui se chargeraient de la production, de la propagande, du soutien financier... On va examiner tout ça. (...)

basse t ventre

aussi, d'affirmer leur solidarité, renforçant l'intransigeance patronale. Seules quelques sections CGT et CFDT (comme les hospitaliers et le bâtiment) affichent publiquement leur solidarité.

— un vote à bulletin secret est organisé à la demande des directions syndicales hors de l'usine. 600 travailleurs y participent et revotent la grève à 75 % ! Ce qui n'empêche pas les directions syndicales de clamer que la décision est minoritaire puisque l'ensemble du personnel n'a pas participé au scrutin,

— sans tenir compte de l'avis de l'AG, sans même réunir leurs sections respectives, les directions CGT et CFDT appellent officiellement dans un communiqué de presse les travailleurs à la reprise, inventant publiquement un recul de la direction !

Tout a été fait pour bafouer la volonté de lutte de la majorité des travailleurs qui s'était renforcé tout au long de la semaine et pour piétiner ce qui avait été l'organe dirigeant de la grève : l'assemblée générale !

Résultat de ces manœuvres : confusion et écoulement. Comme le dira un camarade dirigeant de la CGT : « Je croyais que le cassage des luttes était une lubie des gauchistes, je viens d'en faire l'expérience... » Les bras coupés par cette offensive, les travailleurs ne pouvaient plus continuer leur lutte. La division était trop grande maintenant. Le travail a repris, tête basse et rage au ventre !

Pour la masse des grévistes, l'assemblée générale était une structure suffisante pour diriger la grève. La trahison ouverte des bureaucrates a fait comprendre trop tard aux travailleurs qu'ils devaient imposer nettement une structure de lutte élue et ayant la confiance des grévistes.

Cette leçon restera comme le plus important acquis de la grève. Dès la reprise du travail, une cinquantaine de travailleurs se réunissaient dans l'entreprise. Ils faisaient un tract signé des syndiqués CGT, CFDT et des non syndiqués, dénonçant les manœuvres des directions syndicales « extérieures à l'entreprise » sans pour autant tomber dans le piège de l'anti-syndicalisme. Le titre du tract était le suivant : « Ce qui a manqué à notre grève : le comité de grève ».

D'ores et déjà la mobilisation est encore vive dans l'entreprise. Le contrôle des cadences est à l'ordre du jour dans chaque atelier. Les travailleurs les plus déterminés s'organisent dans ce but. La préparation de la prochaine lutte est effective.

Correspondant



«ca commence à faire mal!»

BANQUIERS ET PATRONS CHANGENT DE TON

Les espoirs des banquiers tombent un à un, ils croyaient au pourrissement rapide, l'intervention des flics et au chantage à l'opinion publique !

Partout où passent les flics, les grévistes se durcissent et beaucoup de non-grévistes les rejoignent, refusant de travailler le fusil dans le dos. Et, en fin de compte, les banquiers ont préféré faciliter la paye des travailleurs ! Ça vaut mieux pour eux que de laisser les grévistes prendre l'affaire en main.

La grève devient donc de plus en plus insoutenable pour les banquiers et leurs gros clients. « France-Soir » du 17 mars laisse percer l'inquiétude : « Les banquiers spécialisés dans l'exportation s'inquiètent : malgré les circuits parallèles mis en place, le commerce extérieur tourne d'ores et déjà au ralenti ».

D'ailleurs beaucoup de petites banques comme la Jordaan et Grindlay Ottomane jouent les « sauve qui peut » et cèdent gros, espérant profiter des difficultés des gros partenaires pour grossir leur clientèle.

Et l'APB se gratte la tête : il sera bien difficile de tenir le Plan Giscard-Pompidou-Messmer sur les banques sans jouer les apprentis sorciers et... la catastrophe !

SUR LA LANCEE DE LA MONTEE NATIONALE SUR PARIS

La journée de jeudi a été précipitée par la direction CGT : elle sentait bien que l'initiative était extrêmement populaire et que bien préparée elle pouvait être une démonstration de force, mais surtout une occasion extraordinaire d'échange et de consolidation de la lutte entre Paris et la province.

Mais pour cela il fallait se donner le temps de l'organiser en profondeur dans tout le pays et de prévoir les moyens de reconstruire sur Paris.

Malgré les délais trop courts, la montée reconstruit un énorme écho et ça va être un tremplin pour une nouvelle étape de la lutte.

CONSOLIDER LE FRONT

Pour les grévistes, la situation est ex-

cellente pourvu que le front des grandes banques n'éclate pas. Et il faut refuser la perspective avancée timidement par la direction CGT dans l'Humanité du 5 mars : la fédération CGT appelle le personnel... « à exiger l'ouverture immédiate de négociations au niveau de chaque entreprise, pour prolonger la discussion de la commission paritaire sur les revendications, le paiement des jours de grève, les conditions de travail et les libertés syndicales ».

Notre objectif doit être clair. C'est un accord global avec l'APB satisfaisant les revendications essentielles de la masse des employés en grève qu'il faut arracher ! Et il faut devancer les manœuvres de division du front de lutte que risquent d'avancer les banquiers pour isoler les secteurs les plus durs en lâchant des miettes sur les secteurs les moins déterminés.

Sur la lancée de la journée de jeudi, deux tâches essentielles nous attendent : la première c'est la bataille des centres autour des ordinateurs. Les banquiers essaient de les libérer avec leurs flics pour les utiliser avec leurs jaunes. Sur chaque centre ce sont les mêmes piquets offensifs que ceux organisés par le Crédit Lyonnais autour de Richelieu Ménard qu'il faut monter !

Et puis il faut gagner les agences : au Crédit, à la BNP et à la Société Générale, les grévistes des agences ont entamé les visites et les occupations d'agence et ça paye ! Gagner l'essentiel des agences, c'est vraiment bloquer le système bancaire et sérieusement se rapprocher de la victoire.

UNE GREVE ACTIVE

Une grève qui dure, c'est une grève qui s'use si la majorité des grévistes n'est pas partie prenante de la grève : et pour la participation des grévistes, le bilan est déjà très clair : c'est bien là où les grévistes ont pu s'engager dans toutes les activités de la grève grâce aux assemblées générales et aux commissions sous la responsabilité de comités de grève démocratiquement élus que le mouvement est le plus fort, le plus massif et le plus vivant ! C'est aussi là d'ailleurs que les réactions syndicales dynamiques se renforcent tout en animant ces structures démocratiques.

Alors partout comme au Crédit Lyonnais, au CCF, au CGIB, aux agences BNP et Société Générale, tous activement dans la grève avec assemblées générales, commissions et comités de grève.

Et pour la consolidation du front de lutte, la coordination régulière de ces comités de grève devient une responsabilité importante des animateurs des comités de grève, maintenant bien rodés.



FOTOLIB

AVEC 5 MILITANTS DES COMITES pour vain AU 46ème JOUR DE GREVE

C'est le Crédit Lyonnais qui a été à l'initiative de la grève générale des Banques et en constitue un point fort; au 46ème jour où en êtes-vous ?

La presse patronale commence à changer de ton: elle semble s'inquiéter des difficultés des banquiers. Qu'en pensez-vous ?

J.L. A Saint Martin, sur 700 grévistes, il y a plus de 200 personnes chaque matin à l'Assemblée Générale et 80 % sont disponibles pour participer aux piquets de grève, à l'occupation et aux différentes commissions et activités (collectes, distribution de tracts, préparation du gala, etc...).

R. Pour les agences, on a constaté 3 phases dans la lutte. D'abord du fait de l'éparpillement des agences, les employés ont été plus longs à se joindre à la grève. Puis, avec l'occupation de Richelieu-Ménard par les grévistes du siège, ceux des agences se sont joints à cette occupation; dans le même temps, ils mettent sur pied des visites d'agences destinées à renforcer le mouvement. Enfin, l'évacuation de Richelieu-Ménard par les flics entraîne un durcissement: participation aux piquets de grève durs à Richelieu Ménard et début des occupations d'agences.

Depuis plusieurs jours, on retrouve tous les matins, 200 personnes à l'assemblée générale des agences.

Mais vu l'éparpillement, le mouvement est difficile à cerner; aujourd'hui, il y avait 100 agences de représentées à l'AG sur 400 dans la région parisienne. Les autres sont bien sûr touchées par la grève, mais ils ne viennent pas tous à l'AG, et pas toujours les mêmes. Tous les lundi, on fait un pointage et le chiffre est passé successivement de très peu à 66 agences, ensuite à 88 et maintenant à 100 représentées à l'AG.

G. Pour le siège, après le vidage par les flics de Richelieu Ménard, on a mis en place des piquets de grève très déterminés, mais leur rôle s'est arrêté à la dissuasion, car il n'y a eu aucune réaction hostile des non-grévistes contre nous. Il faut noter que quelques cadres ont essayé de forcer les piquets mais sans succès.

Par contre, sur l'autre immeuble du siège (moins stratégique que Richelieu Ménard où se trouvent les services clefs et les ordinateurs) le problème est différent. Parce que s'y trouvent essentiellement les services et états-majors, la grève y est peu suivie. Nous avons essayé la semaine dernière d'y mettre des piquets, mais les affrontements avec les flics devenaient intenable, alors vu la moindre importance de ce centre, on a décidé de mettre tout le monde sur Richelieu Ménard.

B. C'est sûr que la grève commence à leur faire mal. Pour les exportations, par exemple, les banques doivent donner leur aval, et c'est rarement possible. Le change devient aussi difficile même pour des petites sommes.

J.L. Pour l'informatique, c'est la même chose. Les banquiers essayent de faire faire le boulot à l'extérieur, mais il leur manque l'essentiel, les fichiers; et puis ça leur coûte un fric monstrueux.

R. C'est très difficile de chiffrer leurs pertes, mais nos syndicats ont essayé de fixer à peu près le fric perdu par la direction du Crédit Lyonnais et ça dépasse trois fois le montant total de nos revendications, soit près de 300 millions.

Il faudrait aussi parler du retard dans les comptabilités qui s'accumule, et du préjudice par rapport à la clientèle (la grosse... !).

G. Par ailleurs, nous envisageons d'autres initiatives pour les gêner encore plus : on va pas les révéler en détail, mais on peut dire qu'on a des contacts avec les transporteurs de fonds (la Brinks) et avec les syndicats des boîtes à qui la direction donne du boulot à faire.

Sur l'organisation de la grève, où en est la position des sections syndicales sur les formes de lutte, le fonctionnement en assemblée générale, commissions et comités de grève ?

J. Il y a la CFDT et FO qui soutiennent à fond les actions déterminées, les comités de grève et qui y participent.

Par ailleurs, au moins pour ce que je connais, la CFDT, la section syndicale continue à se réunir tous les soirs et à faire ses propositions dans le cadre des assemblées générales et des comités de grève.

G. Pour ce qui est du SNB, affilié à la CGC, ce n'est pas très clair. Il tente de s'implanter dans le collège employés et est en procès avec les autres syndicats sur ce sujet. De plus, s'il soutient la plupart des actions, il attend d'abord qu'elles aient réussies, et y participe très rarement.

J.L. Toujours sur le SNB, il semble qu'il essaye en ce moment de mener une opération au niveau de la direction. Il explique que c'est St Geours et son



FOTOLIB

Les cadres des banques agressent les grévistes.



S DE GREVE cre E ACTIVE !

équipe qui sont responsables de tout; la solution du problème serait de remplacer ces technocrates par les bons banquiers d'antan ! Ce qu'il y a de gênant, c'est que par leur démagogie et la personnalisation qu'ils font, ils arrivent à se donner un visage bon enfant.

R. Sur la CGT, on sera pas long ! D'abord, ils sont contre les comités de grève. Mais leur tactique sur place évolue. A St Martin, par exemple, comme ils ont échoué leurs opérations contre l'AG et l'occupation, ils reviennent maintenant à cette AG qu'ils avaient abandonnée ! Et leur mot d'ordre actuellement, c'est : « un temps fort tous les deux jours » !.

G. Ces tournants tactiques, c'est important. Ça montre bien la force de notre mouvement et le sérieux de son organisation.

Hier, ils se sont ralliés aussi au dernier moment à la manifestation Crédit Lyonnais appelée par les Comités de Grève et soutenue par CFDT, FO, SNB.

A présent, la direction CGT explique que c'est elle qui a eu l'idée de la Marche Nationale de jeudi. Tout le monde sait d'où vient l'idée : mais le fait qu'ils soient obligés de patronner cette escalade dans l'action c'est ça l'essentiel.

Et comment réagissent les militants CGT ?

R. Heureusement pour la grève, des problèmes il y en a dans la section CGT ! Beaucoup de ses militants participent, contre l'avis de leur direction, aux comités de grève et à toutes les autres actions.

J.L. C'est vrai. Mais l'emmerdant pour le moment, c'est qu'ils ne se considèrent plus formellement à la CGT (quand ils ne déchirent pas leur carte !). Et ils ne se battent pas dans leur section pour la faire changer de position !...

Et les comités de grève ? Comment se situent-ils par rapport aux diverses positions des sections syndicales ? Comment sont-ils perçus par les grévistes ?

R. D'abord, les comités de grève, c'est admis par tous. Les grévistes s'y sentent à l'aise. On y retrouve de plus en plus des non-syndiqués, qui d'ailleurs finissent souvent par se syndiquer. Du moins, c'est ce qu'on constate à la CFDT.

J.L. Avec la participation massive des grévistes aux AG et aux comités de grève, ça nourrit bien plus les discussions. Et ça retentit y compris dans les débats des

sections syndicales. Et ça nous empêche bien souvent de faire des erreurs.

Par exemple, les occupations ont été préparées pour des raisons de sécurité et d'efficacité par un nombre restreint de militants. Mais elles n'ont réussies que parce que grâce aux assemblées générales et aux comités de grève on pouvait sentir ce que pensait l'ensemble des grévistes et pas seulement les syndiqués.

Aujourd'hui, il ne s'agit plus de la seule grève du Lyonnais mais d'une grève générale sur les banques. Quels sont vos rapports avec les autres banques ?

J.L. Le problème, c'est qu'il n'y a pas partout des comités de grève. On se coordonne régulièrement avec les comités de grève BNP et Société Générale agences. On sort des tracts en commun. On envisage aussi des actions communes.

G. On a eu des discussions pour savoir si on était d'accord pour une coordination centrale de toutes les structures qui peuvent exister dans les autres banques (commissions, comités d'occupation, comités d'action, etc...). En fin de compte on a refusé une coordination officielle et régulière : ce serait minoriser les comités de grève réellement élus et reconnus par l'ensemble du personnel et permettre les attaques sur le thème bien connu, « les comités de grève, ça ne représente que des gauchistes... ».

Alors, Pour vaincre quelles sont vos perspectives ?

R. Tout d'abord, tout le monde comprend bien maintenant que c'est chez Ciscard et au gouvernement que ça se

joue. C'est tout le plan Messmer qui est en jeu !

Par contre du côté des banquiers, c'est sûr que devant le prix à payer pour poursuivre la grève un certain nombre pensent qu'il faudrait mieux céder à nos revendications.

J.L. D'ailleurs, ce dont on se méfie, c'est qu'ils cèdent en ordre dispersé, pour casser certains secteurs et peut-être les plus durs.

G. Ce que le pouvoir et les autres patrons craignent eux surtout, c'est le phénomène tâche d'huile aux autres secteurs qui en fin de compte ont les mêmes problèmes que nous. C'est l'élargissement de notre lutte aux autres professions qu'ils redoutent et... qu'il nous faut préparer.

J.L. Dans l'immédiat, nous préparons la montée nationale sur Paris. C'est une démonstration de force qui va souder nationalement le mouvement. Et puis nous mettons sur pied le Gala de vendredi.

Enfin, il faut noter la fermeté des grévistes : il fallait les voir au piquet de grève contre les flics et les cadres jaunes !

Et si les banquiers manoeuvrent... qui décide de la reprise ?

G. Le premier principe retenu, c'est qu'aucun syndicat ne va négocier tout seul. Le deuxième, c'est que les 5 syndicats ne négocient que sur la plateforme commune établie en AG. Le troisième, c'est que la reprise ou la continuation ne peuvent être tranchées que par les AG.

J.L. Les Lips disaient qu'ils tiendraient jusqu'au Réveillon, et bien nous, on est d'accord à St Martin, pour tenir jusqu'au 27 juillet s'il le faut, date de l'anniversaire de la grève de 1957.

SOLIDARITE

GALA de soutien organisé par les grévistes du Crédit Lyonnais, vendredi 29 mars, au Bataclan, 50 Bld Voltaire. Métro Oberkampf, de 20 h à 3 h du matin.

CCP 34 120 01. La Source. J.P. Billard.

st. nazaire

LA SEULE REPONSE AU LOCK-OUT : L'OCCUPATION

Depuis trois semaines les travailleurs des chantiers de l'Atlantique avait entamé une série de débrayages tournants à l'appel des sections CGT et CFDT. La revendication : 200 F pour tous avait été choisie lors d'un référendum dans les ateliers et les bureaux. Pour la première fois depuis longtemps, cette revendication réalisait l'unité de tous les travailleurs horaires et mensuels.

Less débrayages largement suivis, témoignaient d'une combativité très importante : une atmosphère de fête régnait dans les ateliers.

Les murs, les cars des chantiers, les câbles des navires même étaient décorées par les inscriptions : Nos deux cents francs !

Gom, le patron du chantier a senti le vent venir. Les débrayages ne pouvaient que déboucher sur la grève générale. Comme ses carnets de commande sont bien remplis, il ne lui restait plus qu'une solution pour ne pas payer les indemnités de retard : le lock-out.

Et dimanche, seuls des imbéciles pouvaient être surpris par cette décision. Pourtant, la CGT, comme la CFDT, refusaient d'envisager cette hypothèse et ont laissé les travailleurs absolument désarmés.

Les chantiers de St Nazaire c'est avant tout une longue tradition de luttes violentes, une concentration ouvrière de 9000 travailleurs que le PC n'a jamais su encadrer totalement, où des courants gauches se sont toujours manifestés dans la CGT. De plus, la lutte des chantiers survient dans un contexte local agité : occupation de la Semm (Trigano) par 600 travailleurs, menaces de licenciements sur d'autres usines de l'agglomération (Sniac, Dim). Toutes les conditions d'une explosion locale sont donc remplies. De plus, à

l'heure où les débrayages se multiplient dans la métallurgie nantaise, la lutte des chantiers peut être un véritable détonateur pour la région.

Et c'est bien ce qui fait trembler les bureaucrates. Au meeting du lundi matin, une grande fermeté dans le langage, mais aucune perspective n'est avancée. Surtout pas celle de l'occupation, pourtant dans la tête de beaucoup de travailleurs. Mieux, la grève n'est même pas proposée au vote. Dans ces conditions, on voit mal ce qui pourrait faire reculer le patron.

Les directions syndicales se sont contentées de ballader les travailleurs, deux jours durant dans les rues de St Nazaire. Mais, il n'y a rien là de bien mobilisateur. Seule l'occupation de l'entreprise permettrait de reprendre l'offensive. Elle permettrait ainsi d'organiser démocratiquement la lutte, de tenir le coup pour une grève longue, LO, qui intervient de longue date sur les chantiers, n'a toujours pas jugé bon d'avancer cette perspective.

Elle est pourtant urgente car la dispersion des travailleurs autour de St Nazaire risque, à terme, de favoriser l'émiettement de la lutte.

le 26 mars Correspondant

MIEUX QUE LE 6 DECEMBRE

Pour répondre à l'ampleur des luttes engagées par les travailleurs dans un grand nombre d'entreprises de l'agglomération bordelaise depuis plus de deux semaines, la Taupé Rouge appelait à transformer la journée d'action des métallos improvisée pour le jeudi 21 mars en grève générale de tous les travailleurs. Nos revendications, quelles que soient les branches, sont en effet identiques :

- 200 F pour tous d'augmentation mensuelle

- 1500 F de salaire mini
- échelle mobile des salaires
- défense des qualifications : à travail égal, qualification égale

C'était par ailleurs la seule riposte efficace à la dureté et au front uni des patrons. C'est enfin le seul moyen d'enrayer l'offensive du gouvernement Pompidou-Messmer contre le pouvoir d'achat des travailleurs. Enfin, c'était possible, comme le montrent les faits.

4000 selon « Sud-Ouest », 7000 selon l'Humanité, 15.000 selon la CGT, le chiffre le plus probable : 7000 travailleurs auxquels s'étaient joints 2000 étudiants et lycéens en grève. C'est beaucoup moins que le 6 décembre (30.000) mais il n'y a aucune comparaison à faire entre une manifestation traîne savate de pression et l'explosion d'enthousiasme et de combativité, l'extraordinaire prise de conscience de tous ceux qui ont crié leur colère le 21.

Tous en grève derrière Ford
Ils étaient en tête, 150, la morale n'y était plus. Depuis deux semaines, ils se sont battus seuls avec leurs camarades de la Saftouse aussi en grève. Seuls face aux matraquages de la maîtrise, seuls face aux gendarmes mobiles. Leurs piquets désorganisés, peu à peu depuis lundi la reprise s'effectuait, tandis que l'assemblée générale, moins nombreuse votait chaque jour la grève. Et pourtant, tous les autres suivaient leur exemple. Solidaires des Ford. Derrière la Soft, elle aussi en grève depuis bientôt trois semaines. Dassault, deuxième semaine de grèves perlées, cortège très nombreux et massif - jamais vu depuis 1968, débrayages à 100 % à Martignas, 90 % à Talence et à Mérignac, la SNIAS, Renault, les chantiers navals etc.

Les métallos étaient là scandant du début à la fin leurs chansons de lutte et les mots d'ordre traduisant leur combativité : « Ce n'est qu'un début, continuons le combat », « A bas l'Etat des flics et des patrons », « Les patrons ne paient pas, seul le combat paiera », « Dehors le gouvernement Messmer » auxquels s'ajoutaient les revendications.

Ces mots d'ordre étaient repris par d'autres usines en lutte bien éloignées de la Métallurgie, et partout présentes, dépassant l'initiative des bureaucrates, et transformant cette journée en manifestations de tous les travailleurs en lutte.

Chaussure : Tochon, Mauduit en grève de 24 h reconductible depuis plusieurs jours. Souillac, grève de 24 h. Les trois plus importantes boîtes de ce secteur à Bordeaux. Les salaires de misères (1000 F) n'expliquent pas seul l'enthousiasme des filles. Pour la majorité c'était leur première manifestation de lutte.

Marin (bateaux plastiques) : grève illimitée.

Banques : en grève depuis le 11.3, 24 h reconductibles
EDF : en grève
Habillement : Faret.....

etc...
Cortège inhabituel mais significatif, les nombreux intérimaires, premières victimes de la crise.

Pour beaucoup on n'avait jamais vu depuis 1968 une telle manifestation à Bordeaux. Dans les cars, dans les ateliers, au retour, pas de travail, la fête continuait, les discussions aussi.

Le 21 mars fut pour une partie importante de la classe ouvrière un tremplin sans précédent pour les luttes. Nous avons pris conscience de notre unité et de notre force :

« Ce n'est qu'un début, continuons le combat »

la première fois depuis 1953

L'intervention des flics, à l'aube du 20 mars, contre les grévistes de Carnaud a mobilisé plus de 2000 travailleurs de la région en quelques heures. Le PDG ne se trouvait guère en position de force aux négociations qui s'ouvraient le lendemain.

Pourtant, le vendredi, alors que le patron n'a rien lâché pour quelque 2000 travailleurs et qu'il n'a satisfait qu'à demi les autres, les responsables syndicaux font voter la reprise pour le lundi 25. Les directions réformistes de la CGT et de la CFDT ont tenté une fois de plus de désamorcer l'offensive ouvrière. Mais le lundi 25, à 5 h du matin, 220 emballeurs refusent de reprendre le boulot, bloquant toutes les chaînes...

L'UNITE SYNDICALE A N'IMPORTE QUEL PRIX ?

Au début de la 3ème semaine, la lutte était à un tournant : ou durcir ou céder au patron en ouvrant la grille aux jaunes pour entamer les négociations... CGT et CFDT s'entendent... pour ne pas faire de propositions ! Au meeting du mardi 19, les délégués appellent les travailleurs à se prononcer, sans donner ni consignes, ni perspectives. C'est alors, ô surprise, que le vote « contre l'ouverture » est unanime. La combativité est intacte à la base. Ce n'est pas du goût des responsables syndicaux qui retournent la situation en l'espace d'une heure en faisant voter un compromis : on ouvre les grilles mais on se réserve le droit de les refermer si les négociations n'évoluent pas positivement.

Une fois de plus, la CFDT a réalisé l'unité avec la CGT... dans l'inaction ! C'est d'un commun accord apparent que les responsables CGT et CFDT ont affaibli à un moment clef la lutte des travailleurs de Carnaud.

Le patron ne s'y est pas trompé. Dès le mardi après-midi, il lâche sur le principe du maintien du pouvoir d'achat — réclamé par tout le trust — en essayant ainsi d'isoler la lutte de Carnaud Grand Quevilly, et il refuse le compromis. Et le lendemain matin à 5 h les flics chassent le piquet de grève...

UNE RIPOSTE OUVRIERE IMMEDIATE ET MASSIVE

L'élan de solidarité se développe sur le champ. Ce n'est pas seulement sur les travailleurs de sa boîte que le patron de Carnaud a lâché les flics, mais sur la classe ouvrière de la région. Des usines débraient, parfois complètement comme Baroclem. Motions de soutien et délégations se succèdent. Et à 14 h, les travailleurs de Shelle, Lozay, des Chantiers de Normandie, de Rhône-Progil, etc. convergent sur Carnaud. Ils sont 1500-2000. Les flics tentent bien de leur barrer la route de l'usine, mais devant le nombre ils n'insistent pas.

C'est la première fois depuis 1953 que le patronat de la région se permet de répondre par les flics aux revendications ouvrières : la réplique des travailleurs est éloquent ! Elle en dit long sur la détermination de la classe ouvrière à lutter contre un patronat et un gouvernement qui veulent, à coups de matraques, faire payer la crise du capitalisme aux travailleurs !

A 18 h, 2500 manifestants, dont 500 étudiants et lycéens, défilent dans la ville. C'est une manif battante qui chauffe singulièrement en passant devant les cordons qui protègent la préfecture : « Les flics hors de l'usine ! », « A bas l'Etat des flics et des patrons ! ». Des secteurs entiers du cortège reprennent des mots d'ordre combattifs : « A Carnaud comme ailleurs, le pouvoir aux travailleurs ! », « Auto-défense ouvrière ! ».

ET INQUIETANTE POUR LES DIRECTIONS SYNDICALES

Une telle mobilisation était un coup de fouet pour la lutte. Le jeudi 21 mars — jour du printemps ! — le moral est au

beau fixe. Les délégués ne partent pas les mains vides pour les négociations qui s'ouvrent le jour même : ils ont derrière eux des milliers de travailleurs.

Mais il faut déchanter dès le vendredi matin. Le patron n'a pas cédé si facilement. Le principe du maintien du pouvoir d'achat reste acquis (sauf mesures de restriction gouvernementales). La direction locale semble « plus décidée à admettre les libertés syndicales » (!). La polyvalence est reconnue dans quelques secteurs de l'entreprise, etc. Mais le patron table sur la division des travailleurs en accordant à certains et en refusant à d'autres, 200 OS et 50 OP bénéficient d'un palier supplémentaire. Plus de 200 ne gagnent

rien après 20 jours de lutte, en particulier les emballeuses. Quant aux cisailleurs, non grévistes à une exception près, ils peuvent être satisfaits des propositions patronales.

Quant au paiement des heures de grève, il n'en est pas question : le patron avance 750 F récupérables en heures supplémentaires.

Même si le climat est plutôt à la reprise, les travailleurs sont divisés. Les directions syndicales le semblent moins, en tout cas sur le fond : c'est une mini-victoire. Elles divergent sur « la forme ». La CGT veut faire voter sur la reprise le lundi matin à 5 h, juste avant la reprise éventuelle. Elle refuse d'analyser la situa-



Lorsque la CFT de Citroën d'assailante devient assiégée.

attaque c.f.t. à troyes

Partie dans les ateliers, la grève s'est développée rapidement dans la teinturerie de Champagne. Et cela à la suite de conditions de travail déplorables et de l'influence des grèves qui éclatent dans le textile.

La grève déclenchée, des revendications furent stipulées à la direction par les travailleurs :

- augmentation de salaire de 1 F à l'heure.
- 200 F de prime de vie chère pour le mois de mars.
- le 13ème mois plus l'indemnité des jours de grève.

L'ORGANISATION DE LA LUTTE

La direction, fidèle à elle-même, propose des miettes : 70 F de prime, 6,5 % d'augmentation à partir d'avril.

A l'annonce faite en Assemblée Générale de cette réponse, la réaction est unanime : occupation, le soir même. Un piquet d'une vingtaine de personnes est mis en place. Le lendemain, il y aura bien

une vague tentative des cadres pour pénétrer dans l'usine mais rien de sérieux. Une Assemblée Générale reconduira la grève, prévoyant une assemblée quotidienne jusqu'au lundi 18, jour des négociations. Ce lundi, le directeur annonce 9 % d'augmentation, ce qui est très mal accueilli par les grévistes.

Les piquets réunissent 20 travailleurs la nuit, 30 durant le jour.

LA REPOSE PATRONALE

Il n'a pas été une journée sans que le PDG ne provoque. Ce dernier NORBERT tenait lui aussi ses assemblées générales sur le parking, entouré de cadres, de 40 jaunes et des nervis de la CFT. Quand il ne tenait pas des propos hystériques, il faisait venir des voitures remplies de victuailles afin d'assurer le soutien de ses créatures. Pour mieux faire, il porta plainte contre deux délégués CGT et 9 grévistes, pris au hasard. Dans le tribunal, la CFT organisa une manifestation pour la « liberté du travail ».

Le lendemain, dans les colonnes de la presse pourrie, le PDG lançait un appel à se réunir DANS l'usine.

tion avant l'AG des grévistes, soulevant des protestations y compris chez des syndiqués CGT, sous le prétexte qu'il manque trop de monde... Quand on sait que Roland Leroy était attendu à 17 heures pour « apporter son soutien par sa présence », on comprend mieux les choses... Mais il n'y aura que quelques dizaines de grévistes à 17 h devant l'usine pour apprendre que « le programme commun est la seule base sérieuse d'unité et d'action contre le pouvoir du grand capital ». La CFDT a fait voter la reprise à l'unanimité en présentant « les aménagements positifs », reprise avec deux préalables : l'évacuation des flics et un effort de la direction pour les heures de grève.

UN REBONDISSEMENT PREVISIBLE

Mais on ne gaspille pas impunément une combativité comme celle des travailleurs de Carnaud. On ne trahit pas une lutte aussi déterminée dans un contexte aussi offensif sans s'exposer à des retours de bâton. Ce matin, à 5 h, la reprise a été difficile.

Dans le tract diffusé par la CGT, les dirigeants syndicaux déclarent : « En vous appelant à la reprise du travail, le syndicat CGT ne considère pas la lutte comme terminée. Bien au contraire ». Les 220 emballeuses les ont pris au mot : elles ont refusé de reprendre le travail, bloquant la production de toutes les chaînes. Les carristes se sont associés à la poursuite de la lutte et conduisent leur clark devant la direction.

A Carnaud, le combat continue !

Correspondant le 25 mars

POUR ROUGE CA CONTINUE

Solde Antérieur.....	155.328,25
Bibliothèque Publique de Massy.....	130,00
Paris XV.....	180,00
Saint Mair.....	10,00
Jussieu Sciences.....	100,00
Paris XVIII.....	10,00
Renault Billancourt.....	550,00
CHU St Antoine.....	20,00
Montreuil.....	100,00
Créteil.....	250,00
Gennevilliers.....	1000,00
Levallois.....	930,00
Enseignants de Chatellerault.....	90,00
Lyon, INSA.....	80,00
Lyon, Sciences Po.....	150,00
Lyon, travailleurs PTT.....	50,00
Lyon, enseignants.....	150,00
Aix.....	1747,00
Marseille.....	400,00
Lille.....	189,00
Dunkerque.....	161,00
Albi, Castres.....	300,00
P.L., Brest.....	25,00
D.B., Trappes.....	50,00
TOTAL.....	161.900,25

Et pourtant, le piquet ne fut pas renforcé. Mieux des militants CGT présents la veille, ne vinrent pas ce jour-là. A aucun moment, la direction CGT ne lança un appel à l'auto-défense ouvrière.

Après une discussion avec le piquet, le PDG et les jaunes foncèrent, matraques au point. 20 minutes de bagarres. Heureusement, des manches de pioches avaient été préparés dans cette éventualité. Les fascistes eurent plusieurs blessés mais 80 contre 30, la partie était inégale. Les nervis vite suivis des flics pénétrèrent dans la boîte pour parader. Le syndicat du textile intervint aussitôt auprès de la presse, des flics et de l'administration rejetant à juste titre la responsabilité de l'affrontement sur la CFT.

Dernière provocation : dans la nuit du 23 au 24 mars, des coups de feu étaient tirés contre le concierge de l'usine. Coups de feu mis bien entendu sur le dos des travailleurs, car disent les journaux, « des bombages CFT fasciste ont été faits durant la même nuit ».

Inutile de dire que les travailleurs savent à quoi s'en tenir. ■

dans trois ou quatre mois...

Il y a quatre ans, Sihanouk, en voyage en Europe, se voyait destitué. Le régime « républicain » de Lon Nol naissait par la volonté du gouvernement américain désireux d'étrangler la résistance vietnamienne en faisant du royaume khmer un instrument plus docile de sa politique indochinoise. Le Cambodge basculait alors effectivement dans la guerre, mais dans la guerre révolutionnaire. Le FUNK était fondé le 23 mars 1970 et emportait rapidement de très importants succès. Le régime fantoche apparaissait en 1973 comme un régime en sursis. Et pourtant, les « observateurs » et journalistes s'interrogent aujourd'hui. Le FUNK n'enregistre-t-il pas des échecs ?

Fin août 73, les forces de libération étaient aux portes de Phnom Penh. L'arrêt des bombardements massifs de l'aviation US ne devait-il pas voir la chute rapide de la capitale cambodgienne (hypothèse que Rouge avançait alors) ? Il n'en fut rien. Mais les crues et les inondations dues à la mousson d'été l'expliquaient.

Fin janvier, les FAPLNG sont à nouveau à quelques kilomètres de l'aéroport de Pochentong, à l'orée du faubourg de Takmau, sur la rive est du Mékong. Et Phnom Penh subit le feu des roquettes et des obus des canons de 105 mm pris à l'ennemi. Pourtant, en février le FUNK se replie légèrement et en mars Lon Nol annonce le « ralliement » (fort suspect) de « Khmers rouges », les troupes fantoches pénètrent dans une zone libérée depuis fort longtemps dans la région de Kompong Thom. N'est-ce pas là l'échec de l'offensive de saison sèche 1973-1974 des forces révolutionnaires ?

Pour en juger, il faudrait encore tenir compte des objectifs que s'était ouvertement assignés le FUNK, ce que ne font pas les dits « observateurs ».

UNE STRATEGIE PROGRESSIVE

Les représentants du GRUNK ont certes fait de l'année 1974 l'année décisive. Mais ils ont aussi dès l'abord souligné combien leur politique était celle d'une offensive progressive, prolongée (voir Rouge 235). Les bombardements de la capitale de fin janvier ont effectivement marqué les débuts de la « bataille de Phnom Penh » et le FUNK a lancé de nombreux appels insurrectionnels. Mais l'objectif était-il de pousser cette bataille jusqu'à son terme ? Cela semble peu probable. A preuve : l'agence de presse AKI annonce dans son communiqué du 23 janvier que « dans 4 ou 5 mois... les conditions naturelles seront alors plus propices aux forces armées populaires. Celles-ci lanceront des attaques plus foudroyantes... » (Bulletin d'Information du GRUNK No 154). Et ce thème est constant : le 3 février, AKI écrit que « dans 3 ou 4 mois encore, ils (les fantoches) connaîtront un effondrement plus grave et ce jusqu'à leur anéantissement total » (BI No 156). Le 23 février, un nouveau communiqué souligne que « la situation des FAPLNG et du peuple cambodgien, déjà très favorable actuellement, le sera encore plus dans 3 ou 4 mois quand la saison sèche battra son plein » (BI No 159).

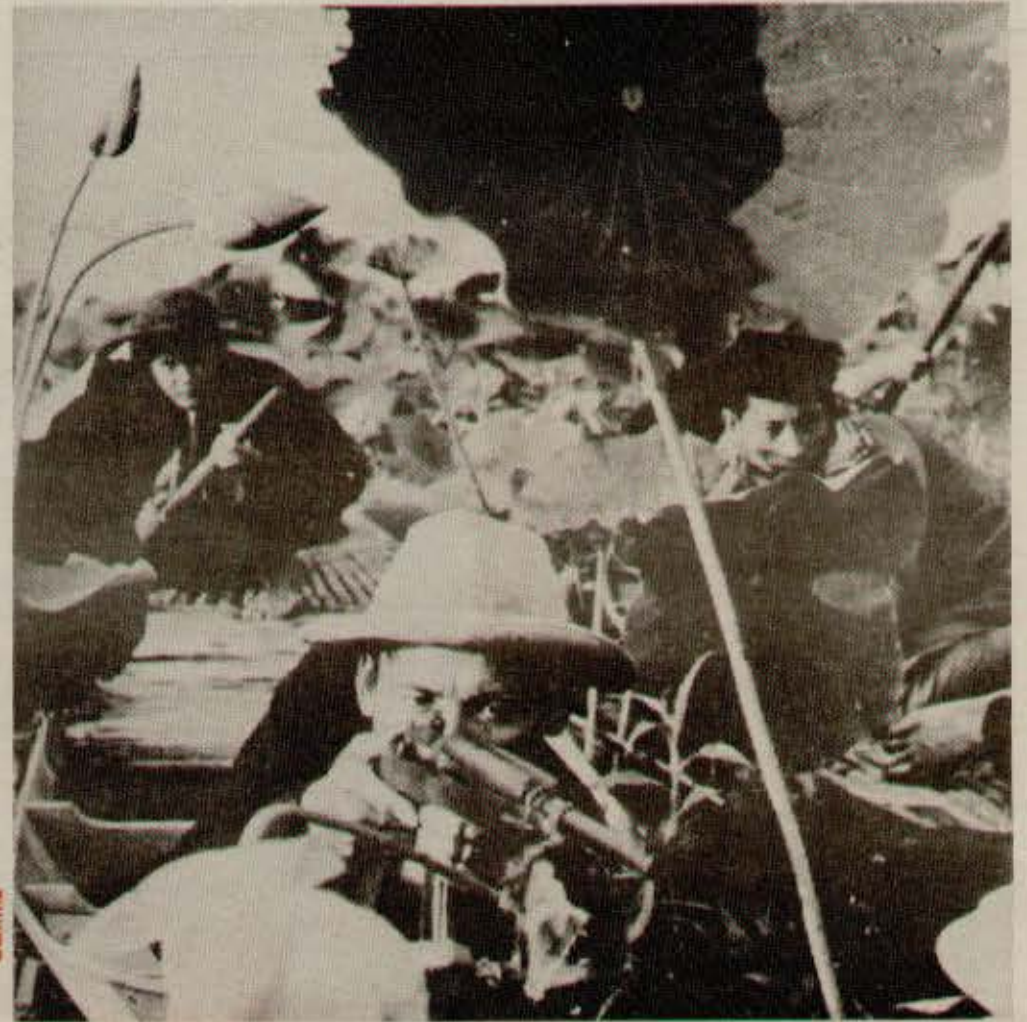
Il est donc clair que le FUNK a planifié son offensive de saison sèche pour lui donner l'impulsion maximum aux environs des mois de mai et juin, quand les eaux du Mékong sont le plus bas et l'isolement de Phnom Penh le plus grave. C'est alors seulement que nous pourrions jauger des résultats atteints en cet hiver 73-74.

LA MENACE AMERICAINE

En l'absence d'une connaissance plus concrète de la situation au Cambodge, il nous est difficile d'avancer les raisons exactes qui expliquent le choix de cette politique par le FUNK. Elles peuvent être en effet — et sont probablement — multiples : déséquilibre des armements en présence entretenue par le flot d'aide américaine ; volonté d'organiser au mieux la population urbaine avant les dernières offensives ; regroupement et réorganisation des forces ; consolidation des zones libérées sur le plan économique et social ; harmonisation volontaire des rythmes de la révolution cambodgienne avec les choix du GRP au Sud Vietnam ; et peut-être tensions au sein du FUNK à la veille de la prise du pouvoir ou tensions entre les diverses composantes du front révolutionnaire indochinois.

Mais les représentants du FUNK mettent actuellement l'accent sur la menace d'une intervention massive US à la veille de la libération de Phnom Penh. C'est cette menace qui réclamerait du FUNK le maximum de préparation avant le lancement des offensives finales. Le réengagement massif et direct US apparaît pourtant à première vue peu probable ! L'administration Nixon est toujours plus isolée aux USA ; une commission de parlementaires américains prépare une procédure d'« impeachment » à l'encontre du président américain, la plupart des collaborateurs de Nixon sont inculpés en justice... Où l'actuel gouvernement américain trouverait-il le crédit politique nécessaire à une réintervention directe et massive des USA ?

L'enjeu de la guerre au Cambodge est évidemment d'une importance capitale. La libération de Phnom Penh ne



Gemma

manquerait pas d'avoir des effets profonds sur la révolution indochinoise (à commencer par Saïgon) d'une part et en Thaïlande d'autre part. C'est la politique asiatique des USA qui reste en question. Et l'aide américaine au régime Lon Nol se fait plus lourde : les conseillers US seraient environ 3500 (!), l'aviation basée en Thaïlande intervient discrètement mais régulièrement, l'aide financière augmente notablement, atteignant (officiellement) 260 millions de dollars dont 236 millions ont d'ores et déjà été donnés. Nixon s'accroche au pouvoir et refuse de se démettre malgré l'inquiétude de ses amis républicains. Il cherche à créer l'incident « extérieur » qui fasse oublier au peuple américain le scandale du Watergate et de ses fraudes fiscales. Il a échoué en ce qui concerne le Moyen-Orient et la crise pétrolière. Il peut demain tenter une nouvelle aventure suicidaire en Indochine.

L'INITIATIVE REVOLUTIONNAIRE

L'initiative reste aujourd'hui entre les mains du FUNK. Les fantoches se félicitent d'exister encore. Le retrait des forces des FAPLNG des abords immédiats de Phnom Penh fut un repli volontaire, non une déroute. En témoigne le fait qu'aucun des 6 canons de 105 pris aux forces fantoches n'a pu être récupéré par ces derniers. Alors que tel était probablement leur premier objectif et que chaque canon ne se déplace pas si aisément : ils pèsent en effet deux tonnes.

La libération d'Oudong le jour fixé (jour anniversaire du coup d'Etat) malgré sa proximité de Phnom Penh (28 kilomètres au Nord) et sa garnison fantoche forte de 1200 hommes l'illustre aussi. Mais nous en sommes toujours aux offensives préparatoires et non à la dernière étape de la lutte. Offensives

militaires et politiques : un travail systématique continue à être mené en direction des diverses couches de la population de Phnom Penh et un meeting réunissant plus de 10.000 personnes s'est tenu le 5 février dans une zone libérée aux abords immédiats de la capitale. C'est là qu'il faut rechercher les fruits de la première phase de la bataille de Phnom Penh, marquée par les bombardements aux roquettes et obus de 105 de fin janvier. La population sait maintenant que les fantoches sont vulnérables jusqu'au cœur de la capitale et que le FUNK est décidé à poursuivre la lutte jusqu'à la libération totale du pays.

C'est à ces offensives successives des FAPLNG que notre soutien doit aller en premier lieu. C'est aussi à la dénonciation systématique de l'ingérence US que nous devons nous attacher. Car le régime fantoche n'existe que par l'intervention quotidienne de son maître impérialiste. Nixon doit savoir que toute réescalade américaine se heurtera à une mobilisation internationale militante.

Soutien total à la lutte du peuple cambodgien !

Pierre ROUSSET

POMPIDOU AU SECOURS DES FANTOCHES

Le vice-premier ministre du gouvernement de Saïgon (le général Tran Van Don) est arrivé à Paris le dimanche 24 mars sous couvert d'une visite privée « obtenir une nouvelle aide pour pallier la grave crise économique qui affecte le Vietnam du Sud » (cf. Le Monde du 26-3).

Ainsi, après la conférence d'octobre 1973 à Paris où fut élaboré le « Plan Marshall pour l'Indochine » sous la présidence de V. Giscard d'Estaing, après la visite de Missoffe en Indochine, chargé de mission par le gouvernement (et qui s'est félicité de ce que « Les Français ont été les premiers à faire des offres concrètes », après l'élevation de la délégation de Saïgon au rang d'ambassade alors que le GRP n'est toujours pas reconnu...), il est certain que les fantoches en détresse rencontreront une nouvelle fois toute la compréhension du gouvernement français qui ne saurait être taxé de partialité puisqu'il vient d'assurer la junte chilienne d'une aide substantielle.

L'importance de l'aide matérielle fournie par le gouvernement français se conçoit d'autant mieux lorsque l'on sait que la plupart des banques (à part la Banque Mondiale), qui savent à quoi s'en tenir, se refusent à investir pour le moment.

Jobert et Pompidou aiment à s'affirmer « indépendants » face à Kissinger. Ils n'en jouent pas moins le rôle de fidèles seconds de la politique actuelle de l'impérialisme en Indochine.

PAS UN SOU, PAS UNE ARME POUR LES FANTOCHES !



FOTOLIB

nouvelles luttés de masse en inde

Après la crise des années 1965-1969, le Parti du Congrès et Indira Gandhi avaient temporairement réussi à stabiliser la situation en Inde. Les luttes de masse s'étaient avant tout développées au Pakistan, au Bengale et au Sri Lanka (Ceylan). Mais cette stabilisation n'était que superficielle. Depuis quelques mois, sous l'impact de la famine et de hausse des prix, de nouvelles luttes ont éclaté dans de nombreux états, et notamment des états réputés politiquement réactionnaires.

Kalias Chandro, un membre dirigeant de la Ligue Communiste, section indienne de la 4^e Internationale, fait le point dans une lettre sur l'actuelle mobilisation.

Une atmosphère de guerre civile règne aujourd'hui dans l'Etat de GUJARAT après la répression féroce exercée par le gouvernement du Congrès contre les masses qui manifestaient leur colère face à la hausse des prix et à l'incapacité du régime en place de la juguler.

Gujarat est le plus riche état des Indes et le plus conservateur. Ce qui, à l'origine n'était qu'une agitation d'étudiants contre la croissance des prix de la nourriture dans les restaurants universitaires, est rapidement devenu un soulèvement englobant toutes les

couches de la population.

Le gouvernement du Congrès dirigé par CHIMANBHAT PATEL a été contraint de démissionner et l'autorité du président imposée à l'Etat.

L'ETINCELLE

Les étudiants qui débutèrent la révolte ont fait cause commune avec les travailleurs les employés et les paysans pauvres. Le pouvoir tout entier a été

ébranlé dans ses fondations. Plus de 60 personnes ont été abattues par la police dans différents centres urbains tels Ahmedabad, Baroda, Surat, Rajket et Bhavnagar. Le mouvement a touché les villes et les villages les plus reculés. Le GUJARAT n'avait pas connu une telle révolte depuis les jours précédant l'indépendance.

Ce soulèvement contre le Congrès n'est pas dirigé par un parti mais par une organisation de masse appelée de NAV NIRMAN SAMITI (New Order Committee). C'est un front unique réunissant des jeunes, soutenu par le comité du 14 août, front unique ad hoc de syndicats à Ahmedabad, la capitale d'Etat et dans d'autres centres. Les masses ont de cette façon, montré leur besoin de s'exprimer dans les partis politiques traditionnels.

Le mouvement est cependant soutenu séparément par les partis de gauche comme le CPI, CPI (M), SP, Communist League etc...(1).

Le Jan Sangh, parti légaliste bourgeois, a tenté d'en prendre la direction en certains endroits. D'autres partis bourgeois comme le Congrès (O) et le Parti Swatantra, en dépit de leur opposition au gouvernement du Congrès, ne sont pas associés à la révolte. Il ne fait aucun doute que, pour le moment, la réaction tente de canaliser la révolte et leur tâche est facilitée par l'inaction totale de la gauche.

REPRESSION ET GREVE GENERALE

Les organisations de jeunes, partout dans le GUJARAT ont aussi mené une campagne sans merci contre les ministres corrompus, connus pour leurs liens avec les gros commerçants d'oléagineux et le patronnat. Le premier ministre PATEL devint la cible principale des étudiants à cause de ses intérêts dans de multiples institutions scolaires. La réaction de la police fut brutale. Un dirigeant étudiant de 22 ans tomba à Ahmedabad sous les balles des « forces de l'ordre ».

Comme réponse à cette férocité, le NNS (Nau Nirman Samitis) appela à une grève générale dans l'Etat, le 25 janvier, grève qui fut un succès sans précédent. Une seule opposition au Bandh (grève générale), celle de l'INTUC, affiliée au congrès « Majur Mahadjan » qui, avec l'aide de la police et des propriétaires, garda militairement les moulins.

Déjà, deux semaines avant ce Bandh, des arrêts de travail avaient eu lieu dans les secteurs urbains et ruraux les plus pauvres. Il était clair dans ces conditions qu'une telle situation ne pouvait qu'aboutir à un affrontement dans la rue entre les masses et la police.

REVOLTE ET DOUBLE POUVOIR

Malgré cette formidable explosion, aucun parti traditionnel de la classe ouvrière n'a mis sur le tapis le problème du dépassement de la domination bourgeoise. Et pourtant il était clair qu'une telle question transparaissait à travers le mouvement, même de façon élémentaire comme par exemple la distribution des vivres à des prix contrôlés, les actions contre le marché noir, etc. Et ceci à la grande colère du gouvernement du Congrès.

Le MNS a l'apparence d'organes de double pouvoir ou d'assemblées populaires à l'état embryonnaire. La Ligue Communiste, section indienne de la IV^e Internationale a été la première à prôner l'élection de Comités d'ouvriers et de pauvres à tous les niveaux.

Elle appela aussi à former des groupes d'auto-défense contre la police et les propriétaires. Ces derniers et surtout l'organisation des fermiers Khedut Samaj dans le Surat et d'autres districts tentèrent d'exploiter la situation en refusant de vendre du grain aux agences d'Etat. Très vite, ils durent battre en retraite devant la force organisée des paysans pauvres.

LUTTE ET REVENDICATIONS

L'armée fut alors appelée « pour restaurer l'ordre et la loi ». Mais le moins



qu'on puisse dire c'est qu'elle ne contrôlait pas la situation. Après maintes hésitations, le Centre démit le ministre PATEL et imposa à l'Etat le gouvernement. L'Assemblée législative fut suspendue. C'était une victoire partielle pour le mouvement qui continua sur sa lancée.

Le MNS avait en effet formulé cette revendication : dissolution de l'Assemblée législative et de nouvelles élections. Cette demande fut soutenue par des corps de la bourgeoisie comme les propriétaires de grain. Les députés furent « gheroed » (2) puis obligés à démissionner. La stratégie d'une fraction de la bourgeoisie fut de se servir des élections pour désamorcer la lutte afin de « remplacer la corruption présente et les ministres pourris par d'honnêtes représentants du peuple ».

Contre ces tentatives de récupération par la bourgeoisie, plusieurs couches de la jeunesse et des dirigeants syndicaux ont approfondi la lutte en reprenant les revendications les plus élémentaires des travailleurs et des paysans pauvres...

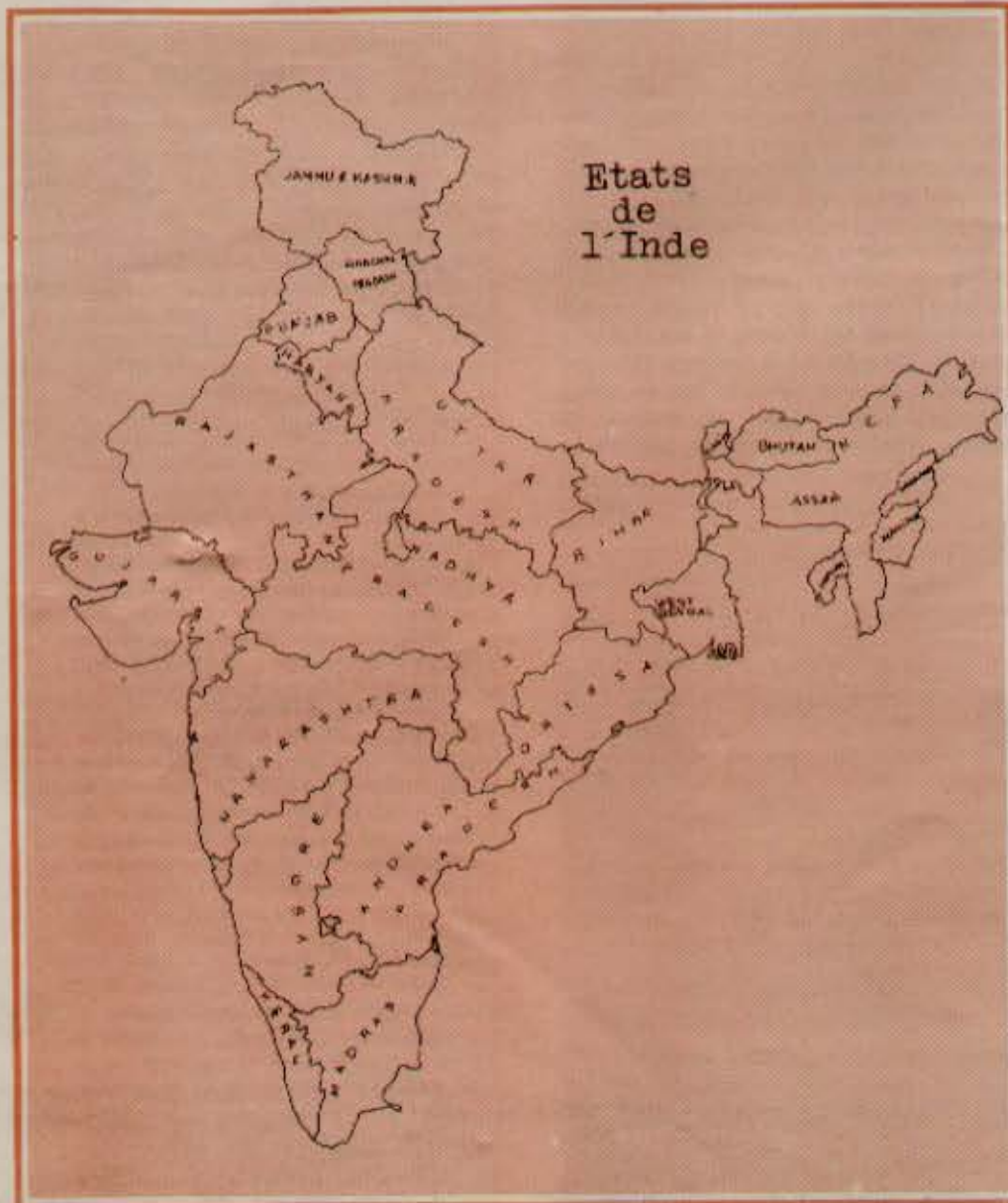
POUR L'EXTENSION DE LA REVOLTE

Il y eut aussi des tentatives pour étendre la lutte au MAHARASHTRA, l'état voisin du GUJARAT et à d'autres territoires. Cela afin de donner à la révolte un caractère nationale contre le gouvernement d'Indira Gandhi. Le mouvement n'a pas encore posé clairement ce problème de conflit national. Cependant les jeunes et les étudiants de BOMBAY et d'autres grandes villes ont réagi favorablement.

Une des techniques utilisées dans les manifestations était de sonner le glas ou bien de faire du bruit grâce à des « thalis » (assiettes de métal utilisées pour les repas en Inde) et cela dans un immense enthousiasme. A noter que femmes et enfants participent au défilé ce qui est rare dans ce pays où les religions ne laissent guère de place à la femme.

En réponse à un appel du Joint Council of Trades Unions, les citoyens de Bombay, organisèrent un « Thali Beating » (3) spontané, dans la nuit du 22 février à travers toute la ville. Cette forme innocente de protestation tourna à la bagarre générale entre les jeunes et la police. Bilan : 8 morts.

Dans le MAHARASHTRA, le Joint Action Council of Central Trade Unions



EXTRAITS DE LA RESOLUTION POLITIQUE DU Xème CONGRES MONDIAL

Un des traits les plus frappants du développement de la révolution coloniale au cours des dernières années a été l'accroissement du poids des luttes ouvrières avec une tendance à l'autonomie d'action - y compris d'action politique - de la part du prolétariat dans un nombre croissant de pays coloniaux et semi-coloniaux.

Le crédit politique dont jouissent des directions nationales traditionnelles grâce à quelques acquis réels, bien que partiels, de la lutte anti-impérialiste, se dissipe progressivement.

Le cas de l'Inde est particulièrement caractéristique à ce propos.

Après la mort de Nehru et l'apparition d'une famine massive dans d'importants secteurs de ce sous-continent, l'emprise du Parti du Congrès sur les masses indiennes avait subi un déclin prononcé. La politique ultra-opportuniste du PCI et du PC(M), de collaboration gouvernementale, d'alliance avec les classes possédantes et leurs partis, de répression de mouvements populaires, d'emploi de la violence contre d'autres tendances du mouvement ouvrier, fragmenta la montée prometteuse de la lutte de masses, surtout au Bengale occidentale et au Kérala, freina leur mobilisation et fit disparaître la perspective d'une solution de rechange à l'échelle nationale. Grâce à quelques manœuvres adroites à l'intérieur du pays (rupture avec les politiciens les plus corrompus du « syndicat ») et à l'extérieur (appui à la guerre de libération nationale du Bangla Desh et victoire sur le Pakistan); Indira Gandhi put rétablir l'hégémonie politique du Parti du Congrès, à un degré inconnu depuis 10 ans.

Mais cette restauration d'une apparence de stabilité ne fut que de courte durée. Les nouvelles difficultés d'approvisionnement en grains, qui éclatèrent en 1972, révélèrent qu'aucune des causes de la crise des années 1965-69 n'avait été éliminée. De nouveaux déchirements intérieurs apparaissent au sein du Congrès. La différenciation sociale au village, la misère et l'absence de perspectives des travailleurs agricoles, des parias et des petits fermiers, s'aggravent sans cesse. Dans ces conditions, l'initiative peut à nouveau passer du côté du prolétariat.

Celui-ci cherche instinctivement à surmonter les effets de la division syndicale, par la première apparition d'un système de délégués d'entreprises. Il commence même à manifester une solidarité agissante avec les pauvres du village (grève de solidarité des travailleurs de Bombay avec la grève des travailleurs agricoles du Maharashtra).

L'aboutissement de ce mouvement pour la conquête de l'initiative politique par le prolétariat indien au sein du processus de la révolution permanente dépendra de la construction d'une nouvelle direction révolutionnaire du prolétariat et de sa capacité à avoir une orientation correcte vers la révolution agraire. Mais les progrès réalisés sur cette voie par les poussées spontanées des masses faciliteront grandement la construction de cette direction, si les noyaux marxistes révolutionnaires suivent une politique correcte et interviennent dans les luttes des masses avec un esprit d'initiative et un sens des responsabilités.



Gamma Gamma



organisa une grève générale le 2 janvier à propos de la hausse du coût de la vie.

Après le 22 février, l'agitation s'étendit à tout l'Etat, avec une nouvelle dimension.

Le 25 février, 50.000 ouvriers, jeunes et employés marchèrent sur Bombay et manifestèrent durant 8 heures.

La revendication ? 8 kilo de grain par adulte et par mois. 200.000 travailleurs du textile se mettaient en grève, rejoints par les dockers, cheminots, mécanos de la région.

UN AVENIR RICHE DE PROMESSES

Le GUJARAT n'est pas un cas isolé. La situation se prête, dans tous les états, à de pareilles explosions. Au KERALA, BIHAR. Une grande partie de la population se rend compte aujourd'hui que le manque de nourriture, qui a atteint un point critique, ne peut guère être résolu dans le système capitaliste.

Au GUJARAT et au MAHARASHTRA, le conflit a pris une tournure clairement anti-capitaliste et une orientation socialiste.

Les partis ouvriers traditionnels comme le PCI et le PCI(ml), empêtrés dans leur révolution par étapes, ne font guère progresser le mouvement. Les forces marxistes révolutionnaires par contre, en dépit de leur faiblesse numérique, influent en direction d'une orientation socialiste : soviets, double-pouvoir.

GUJARAT et MAHARASHTRA sont le reflet d'une situation pré révolutionnaire qui se développe aujourd'hui en Inde.

KAILAS CHANDRA

Notes :

(1) CPI : Parti Communiste Indien (pro-Moscou)
CPI(M) : Parti Communiste Indien (marxiste), ancien PC pro-pékin. Aujourd'hui, centriste.
SP : Parti Socialiste
Communist League : Section Indienne de la IVème Internationale (Ligue Communiste)

(2) « GHERAO » : manifestation encerclant un objectif (entreprise, bâtiments officiels...) ou gardant en otage patrons, hauts fonctionnaires, etc...

(3) « Thali Beating » : frapper des casseroles ou des ustensiles donnant des sons percutants.



GAMMA

après la révolte des centurions

La bourgeoisie portugaise apparaît actuellement très divisée sur la poursuite de la guerre coloniale et l'adoption d'une solution néo-colonialiste en Angola, Guinée et Mozambique. Ces dissensions sont encore plus vives du fait qu'une couche de la bourgeoisie portugaise ne profite pas directement à l'exploitation coloniale, et est plutôt tournée vers le développement capitaliste au Portugal même et vers les relations économiques avec les pays européens, les USA et le Canada. Pour cette bourgeoisie, la politique coloniale du gouvernement commence à coûter trop cher tant du point de vue économique que par ses conséquences politiques au Portugal même.

Les événements survenus tout dernièrement au Portugal ont mis en évidence les répercussions de ces divergences au sein de l'armée, et en particulier de son corps d'officiers, traditionnellement très attaché à la politique gouvernementale (voir l'article « la révolte des centurions, Rouge n. 247 »).

Le fait que la fraction de la bourgeoisie traditionnelle, avec Caetano en tête, ait réussi pour l'instant à dominer la situation, ne signifie pas qu'elle puisse maintenir cet équilibre pendant longtemps. En effet, l'épuration en cours parmi les principaux chefs militaires et la répression des officiers qui se sont mutinés à la suite de la nouvelle de la destitution des généraux SPINOLA et COSTA GOMES, va sûrement aggraver les contradictions au sein de l'armée et de la bourgeoisie, et par conséquent les affaiblir dans leur ensemble.

Ceci dit, il importe de voir rapidement quelles sont les possibilités qu'a la bourgeoisie traditionnelle de poursuivre la guerre coloniale.

UN BESOIN DE COLONIES ?

En décidant de poursuivre l'effort de guerre dans les colonies, ce qui lui coûte très cher, la bourgeoisie colonialiste traditionnelle joue en partie sur le fait que la politique dite de « détente » et de « coexistence pacifique » des USA, de l'URSS et de la Chine, ainsi que l'abandon croissant de l'internationalisme prolétarien de la part de l'URSS et de la Chine, pèsent encore de beaucoup sur le développement des luttes de la classe ouvrière et des peuples opprimés, les freinant même.

Par ailleurs, la bourgeoisie colonialiste traditionnelle joue sur le fait que les intérêts économiques et militaires des impérialistes dans les colonies portugaises et en Afrique Australe sont considérables, et que la perte de l'Angola et du Mozambique pourrait être un coup très dur pour la politique et les intérêts impérialistes en Afrique Australe, véritable plaque-tournante de l'impérialisme en Afrique.

Ceci parce qu'à l'échelle internationale, d'une part, la politique de « détente » et de « coexistence pacifique », en fait politique de partage du monde en zones d'influence, poussent l'impérialisme à chercher une autre solution que celle du simple emploi de la force par les portugais à l'échelle de l'Afrique d'autre part, l'aide apportée au Portugal, notamment par les USA, la France et la RFA, « indispose » tous leurs valets en Afrique (et ils sont bien nombreux actuellement) et les efforts militaires déployés depuis bientôt 14 ans en Angola, Guinée et Mozambique sont montrés inopérants. Les mouvements de libération des colonies non seulement n'ont pas été écrasés, mais ont réussi à s'étendre et à intensifier leurs luttes.

La bourgeoisie colonialiste traditionnelle part donc du principe que l'impérialisme ne peut pas changer de beaucoup sa politique vis-à-vis du Portugal et de l'Afrique Australe.

C'est là que la bourgeoisie colonialiste traditionnelle se trompe parce que s'il est vrai que la politique des grands pays impérialistes vis-à-vis de la défense de leurs intérêts économiques, politiques et militaires en Afrique Australe passe encore aujourd'hui par le soutien effectif du colonialisme portugais, il n'est pas moins vrai que l'évolution de la situation internationale pousse l'impérialisme à revoir de plus en plus sa politique à l'égard du Portugal.

L'AVENIR

Dans ce contexte, l'impérialisme mondial pourrait bien faire comprendre dans un avenir proche à la bourgeoisie colonialiste traditionnelle qu'une autre

solution s'impose, le néo-colonialisme. Dans ce sens, l'équilibre des forces au sein de la bourgeoisie portugaise pourrait bientôt changer très défavorablement envers Caetano et tous ceux qui l'entourent.

Il est donc fort possible que les limogés d'aujourd'hui renversent la situation à l'avenir: Ceci d'autant plus qu'ils vont à la rencontre des intérêts de la couche de la bourgeoisie que ne profite pas directement de l'exploitation coloniale et pour qui la poursuite de la guerre devient de plus en plus chère économiquement et politiquement.

Du point de vue économique, parce que la guerre coloniale freine aujourd'hui le développement de cette bourgeoisie (environ 45% du budget portugais est dépensé pour la guerre, par exemple); du point de vue politique, parce que la poursuite de la guerre coloniale l'empêche de faire face à tous les problèmes politiques posés par la lutte des classes au Portugal aujourd'hui (cette couche de la bourgeoisie paraît prête à tenter une « libéralisation » bien plus réelle que toute autre jamais faite par le régime).

Face aux manœuvres de l'impérialisme mondial et de la bourgeoisie colonialiste et néo-colonialiste portugaise, nous devons être particulièrement vigilants, en aucun cas favoriser une fraction de cette bourgeoisie au détriment de l'autre.

Contre le colonialisme et le néo-colonialisme, contre la dictature fasciste, en avant pour l'indépendance nationale et la révolution socialiste!

Olivier Petit

ITALIE solidarité avec l'extrême gauche

Dans le contexte de préparation du référendum sur le divorce, qui prend valeur de test politique en Italie, la police a orchestré une série de provocations policières contre les groupes d'extrême-gauche, en particulier à Florence, contre Avanguardia Operaia. Le texte de solidarité ci-dessous a déjà été signé par une série de personnalités du mouvement ouvrier italien et de groupes d'extrême-gauche en France. Rouge s'associe à cet appel.

On assiste aujourd'hui en Italie à une détérioration continue de la situation politique face à laquelle se développe un dangereux climat de passivité dans les secteurs démocratiques. Dans une succession impressionnante, la presse rend publiques des informations de toute nature sur des complots réactionnaires qui trouvent complicité et appui dans de vastes secteurs civils et militaires de l'appareil d'Etat. Principaux acteurs de ces événements, les fascistes continuent non seulement leur activité politique officielle, mais intensifient chaque jour davantage leurs actions terroristes et multiplient impunément les attentats de toute sorte (agressions à l'arme blanche et à main armée, attentats). Cependant, l'Almirante et la bande de criminels à sa solde n'en sont pas poursuivis pour autant, si ce n'est sous la vague menace d'une inculpation pour reconstitution de parti fasciste menée avec un formalisme exceptionnel par la magistrature.

Mais il en va autrement pour les forces de gauche qui s'efforcent de briser ce mur de passivité et d'inertie complice et qui se battent systématiquement pour dénoncer et battre en brèche la menace réactionnaire qui pèse sur l'Italie, ainsi que pour défendre les libertés politiques et les intérêts généraux des classes opprimées et exploitées. Pour ces forces, il y a toujours un procureur de la République qui donne des lois une interprétation curieuse et recourt aux moyens judiciaires les plus monstrueux, en prenant prétexte de grossières provocations élevées au rang de preuves

pour déclencher une campagne répressive d'énorme ampleur. L'enquête judiciaire et les mesures policières lancées contre l'Organisation Communiste Avanguardia Operaia et qui s'étendent, chaque jour plus clairement, à l'ensemble de la gauche révolutionnaire, représentent une attaque aussi grave qu'inouïe et sans précédent aux libertés politiques. Elles doivent être interprétées comme une atteinte aux droits les plus élémentaires d'expression idéologique et d'organisation contre des forces qui se battent à fond pour dénoncer les complots, d'origine internationale ou interne, qui se développent dans les appareils politiques et administratifs italiens.

C'est pourquoi nous dénonçons la provocation et nous exigeons que soit mis un terme aux poursuites policières et judiciaires montées par le procureur de Florence contre l'Organisation Communiste Avanguardia Operaia et les autres forces de la gauche, poursuites qui utilisent, une fois de plus, des articles des lois fascistes dont le maintien représente un instrument dangereux au service des entreprises réactionnaires et une insulte au mouvement populaire et anti-fasciste.

Nous défendons, en même temps que les libertés et les droits politiques des forces frappées par la répression, les libertés et les droits du mouvement prolétarien et populaire dans son ensemble qui constituent, en dernière instance, l'objectif réel de l'offensive réactionnaire actuelle.

grece



● ARGENTINE

enlèvement d'une camarade

COMMUNIQUE

La FRACTION ROUGE du PRT et de l'ERP (organisation sympathisante de la IV^{ème} Internationale) dénonce devant les organisations ouvrières et l'opinion démocratique la disparition de la camarade Nancy MACLIANO (« Chiche »). La camarade MAGLIANO, 27 ans, opticienne, a été emprisonnée le 15 janvier 1974 par des agents du Commissariat 35 de la Police Fédérale, à Buenos Aires, dans le café qui se trouve à l'angle de Cabildo et Républiquetas. Ce commissariat prétend l'avoir relâchée dans les 48 heures. Nous savons que cela n'est pas vrai. La camarade a été sauvagement torturée, malgré des conditions de santé qui mettaient en danger sa vie. Aujourd'hui, deux mois après avoir été séquestrée par des agents de la Police Fédérale, la camarade MAGLIANO est toujours disparue, malgré les nombreuses démarches de membres de sa famille et d'avocats. Nous craignons qu'elle ait été torturée jusqu'à la mort, pour ne pas avoir trahi ses camarades et la lutte pour le pouvoir ouvrier et le socialisme.

Cette façon d'agir de la police est en train de devenir monnaie courante dans l'Argentine de Peron. Ce gouvernement qui prétend défendre les intérêts populaires et la démocratie constitutionnelle bourgeoise remplit les mêmes prisons nageuses utilisées par la Dictature militaire de militants révolutionnaires, piétine les libertés démocratiques (fermeture de journaux, interdiction de manifestations publiques, interdiction de l'activité politique à

l'Université, limitation du droit de grève, réforme sclérote du code pénal, etc...), utilise la répression contre les luttes ouvrières et populaires, suscite le maccarthisme et la discrimination idéologique et couvre la terreur des bandes parapolicieres, qui assassinent, séquestrent et font des attentats impunités. La farce de cette démocratie bourgeoise est arrivée à son comble avec le renversement du gouvernement de la province de Cordoba par le chef de la police locale. Les militants péronistes coupables d'être restés fidèles à leur combat sont eux-mêmes la première cible de la direction bourgeoise et bureaucratique du péronisme, qui veut imposer ses solutions à la crise du capitalisme argentin: blocage des salaires, surexploitation ouvrière, dépendance négociée vis à vis de l'impérialisme.

Nous appelons à lutter en solidarité avec les victimes de la répression bourgeoise. Autour de ce but peut et doit se faire l'unité la plus large de tous les secteurs ouvriers et démocratiques.

Pour la réapparition de Nancy Magliano !
Liberté pour Carlos Carido, Pedro Cazes Camarero et tous les prisonniers politiques argentins !
A bas la répression bourgeoise !

Argentine, 16 Mars 1974

FRACTION ROUGE

du PRT et de l'ERP

(organisations sympathisantes de la IV^{ème} Internationale)

quelles perspectives ?

La répression qui a suivi l'insurrection de novembre et qui touche une frange très large des milieux politiques grecs — répression qui a pris un visage « officiel » avec le nouveau coup d'Etat — a bouleversé les plans des partis bourgeois et des PC grecs, qui mettaient tous leurs espoirs sur la libéralisation de Papadopoulos. Elle a aussi montré quelque chose d'autre.

Le retour à l'« esprit du 21 avril » est la conséquence de l'impasse dans laquelle se trouve la dictature, et qui l'oblige à des périodiques relèves de garde, faute de pouvoir normaliser son régime. Sept ans de répression politique avec l'aggravation des contradictions sociales, conduisent, dès le moindre octroi de quelques libertés fondamentales, à une explosion de la colère des classes exploitées. Cette contradiction est la conséquence immédiate du coup d'Etat de 67. En effet, l'impuissance de la bourgeoisie nationale face au mouvement de 65 a eu comme suite le coup d'Etat. Mais cette solution ne pouvait qu'aggraver les contradictions qu'elle est venue résoudre. D'un côté la répression armée de chaque lutte ouvrière ou étudiante ne peut que contribuer à la montée — dynamique — de la lutte de classes, et de l'autre, le mécanisme — soupape de surtension — de la démocratie bourgeoise a subi un coup grave avec la dictature militaire.

Il n'est plus capable de contrôler efficacement le mouvement ouvrier.

Pour cela, toute tentative de normalisation est d'avance condamnée. Mais tout régime militaire qui n'a aucune base populaire se décompose beaucoup plus vite que les régimes des démocraties bourgeoises. La lutte interne des militaires, conséquence de la concurrence du capitalisme monopoliste, conduit à une relève de garde périodique : depuis

67, les ministres changent à un rythme très rapide, et le coup d'Etat du 25 novembre n'est qu'un épisode de cette relève périodique. La Grèce est rentrée dans un processus de coups d'Etat militaires qui ont pour but de maintenir le régime dictatorial.

Devant cette réalité, les réformistes, le PC de l'intérieur, continuent de proposer un « front patriotique » aux partis bourgeois et en général « à tous les démocrates », pour la constitution d'un gouvernement d'« Union Populaire ». La même tactique est suivie par le PC de l'extérieur, malgré la résolution de « lutte armée » de son IX^{ème} congrès au mois de décembre. D'ailleurs, un mois après, à la réunion des PC à Bruxelles, où le PC grec était représenté par Florakis, secrétaire général du PC extérieur, la résolution qu'il a signée est en complète contradiction avec les « résolutions » du IX^{ème} congrès. Le texte de Bruxelles préconise l'« alliance la plus large des forces démocratiques et progressistes » qui n'est pas une union à la base, mais une alliance avec les partis bourgeois correspondants.

Cette ligne, hormis le danger de trahison qu'elle contient — trahison que la classe ouvrière grecque a subie plusieurs fois — cette trahison donc conduit les PC à combattre tout processus révolutionnaire en Grèce. En exemple, les déclarations de Dracopoulos, secrétaire général du PC de l'intérieur, le 17

novembre, en pleine révolte d'Athènes, et qui s'est élevé contre les « forces obscures qui s'opposent au mouvement démocratique ».

Le travail des PC dans le pays est la conséquence logique de cette tactique : en restant en dehors du processus révolutionnaire de novembre, ils ont essayé de conquérir la confiance de la petite-bourgeoisie en prévision d'un processus parlementaire.

● COMMUNIQUE

Ces derniers mois, plusieurs centaines de militants grecs ont été arrêtés. Parmi eux, des dizaines de militants trotskystes qui sont torturés dans les locaux de la Sûreté d'Athènes, les noms de la plupart d'entre eux n'ont pas été communiqués par la police.

D'autre part, nous apprenons qu'un blessé de la révolte de novembre se trouve en Suède, paralysé d'une jambe par une balle qu'il a reçue dans le genou en essayant de neutraliser un char. N'ayant pas reçu de réponse d'Amnesty International, il demande la solidarité des militants français pour qu'il puisse être soigné dans les hôpitaux suédois. Adressez-vous à Rouge.

Solidarité avec les militants révolutionnaires grecs !

Groupe « Communisme »
sympathisant de la IV^{ème}
Internationale

D'un autre côté, ces dernières années, dans la lutte contre la dictature, une nouvelle génération de militants est née, génération qui n'a pas connu le mécanisme réformiste ou du moins qui a rompu avec lui. Cette avant-garde large

(qui, malgré la plus grande facilité d'expression du mouvement étudiant par rapport au mouvement ouvrier donne l'impression qu'elle est surtout étudiante, est aussi bien ouvrière) a montré en novembre qu'elle est dorénavant capable de conduire un mouvement révolutionnaire de masse. La répression des derniers mois avait comme but essentiel cette avant-garde, dont la dislocation aurait signifié l'impossibilité pour le futur proche de toute nouvelle mobilisation. A cette différence près, qu'une avant-garde si déterminée est impossible à disloquer. Et non seulement l'avant-garde grecque a tenu le coup mais encore elle s'est renforcée avec nombre de militants qui se sont radicalisés pendant la révolte de novembre.

Mais une avant-garde sans organisation est évidemment incapable de conduire un mouvement de masse jusqu'à la victoire, et c'est à ce manque organisationnel qu'est dû l'échec de la révolte de novembre. Le même échec attend les futures explosions révolutionnaires jusqu'à la construction d'une organisation par et pour cette avant-garde. Futures explosions révolutionnaires parce que le mouvement de novembre a reculé devant la répression, il n'a pas été vaincu : la confiance des masses dans leur propre force est sortie grandie, l'avant-garde a maintenant une expérience de combat, l'attitude de passivité est dépassée. A cause de ces facteurs, de nouvelles explosions révolutionnaires dans un futur proche ne sont pas exclues, malgré les dimensions de la répression.

Ainsi, la tâche la plus importante pour l'avant-garde grecque est la construction d'une organisation. A cause des conditions propres à la Grèce — abandon par le capitalisme de la démocratie bourgeoise — la classe ouvrière s'est vite détournée de l'électoratisme, et des partis réformistes. C'est ainsi que l'avant-garde rompt beaucoup plus vite qu'en Europe Occidentale avec les partis réformistes, ce qui facilite la tâche des militants révolutionnaires pour la construction d'une organisation.

les assises des comités chili

UN BILAN D'ACTIVITE ELOQUENT

Dès le samedi matin, tandis que se poursuivait le contrôle des mandats, eut lieu le rapport de bilan d'activités du collectif national élu le 24 novembre 73.

Les chiffres sont spectaculaires. Les manifestations sont nombreuses : meeting le 13 septembre à la Mutualité, participation aux manifestations du 12 septembre, du 26 septembre, à la Bourse du Travail lors de la venue d'Isabel Allende, à celle du 18 novembre à Turin. Organisation des « 12 heures pour le Chili » à la Cartoucherie de Vincennes : 23.000 entrées payées, le 27 octobre. Réussite de la manifestation du 9 décembre à Paris où 40.000 participants empêchent le Club de Paris de se réunir dans la discrétion. Interdiction imposée du meeting fasciste de soutien à Pinochet le 19 décembre à la Mutualité. « Accueil » de Villarín comme il convient, initiatives diverses vis à vis des radios pour les obliger à briser le mur du silence autour des crimes de la junte chilienne, « décoration » de l'ambassade du Chili avec une immense croix gammée, protestation contre la présence de Raoul Saez à la Maison de l'Amérique Latine à Paris, etc. Depuis 5 mois, il ya eu 2 à 3 meetings par jour organisé par les comités Chili, des « 6 heures » dans toutes les villes, ajoutées aux manifestations, ont touché plus de 300.000 personnes. Près de 50 millions d'anciens francs ont été collectés et versés pour 75 % au MIR et pour 25 % au secrétariat unifié de Rome. Les cotisations versées (10 F par militant) ont permis au Comité d'avoir un budget de près de 5 M d'AF et de reverser 4 M de son crédit fonctionnement sur le compte de la collecte pour la résistance, ce qui est un signe de « santé organisationnelle » remarquable. Toutes les affiches (au nombre de 15 imprimées) et tous les tracts (plus d'un million) ont été payés, à la prise, par les comités de base. La première brochure publiée a été vendue à 23.000 exemplaires et 6 numéros du journal ont été payés à 20.000 exemplaires.

Cet étonnant bilan (auquel il faut ajouter bien entendu la manifestation contre la venue de l'ambassadeur le 22 février, le meeting du 13 mars, etc.) témoigne de deux choses :

- Le coup d'Etat au Chili a provoqué un profond traumatisme sur toute une génération militante. C'est en profondeur que la politisation s'est opérée sur ce sujet : des dizaines de milliers de jeunes ont été mobilisés activement contre les crimes de la barbarie impérialiste au Chili. Profondément intériorisée par rapport à la situation française, la tragédie chilienne a été un puissant signal d'alarme. Le « modèle chilien de passage au socialisme », tant loué par la gauche française, a, à cause de son échec, éveillé la conscience, l'inquiétude, la volonté de combat de milliers et de milliers de militants nouveaux qui ont considéré comme étant de leur devoir prioritaire de tout faire pour aider la résistance chilienne.

- Les Comités Chili ont été la seule structure de base en France à se constituer pour regrouper les inorganisés comme les organisés, afin de mettre en place une activité autonome, permanente et de masse. En proposant en chaque circonstance une unité d'action à la base et au sommet à l'égard de toutes les forces du mouvement ouvrier, de gauche et d'extrême-gauche, les Comités Chili ont souvent stimulé, favorisé la création de larges fronts unitaires. A ce titre, les Comités Chili ont gagné une audience exceptionnelle puisqu'ils regroupent des militants de la Cause du Peuple, de Révolution, de l'Alliance Marxiste-Révolutionnaire, de la Gauche Ouvrière et Paysanne, de Rouge aussi bien que de Libération, PSU, de Politique Hebdo,

Les Comités Chili ont été un exemple sans précédent de l'unité d'action possible

Environ 350 délégués et observateurs ont participé à la faculté d'Orsay aux Assises des Comités Chili, les 23 et 24 mars derniers. Près de 200 comités avaient désigné des porte-parole mandatés pour les représenter dans les débats. S'il est vrai que tous les comités recensés (il y en a 430 qui reçoivent le bulletin interne de la coordination nationale, mais on estime qu'environ 300 ont une activité militante suivie et régulière) n'étaient pas présents, on doit quand même noter que les débats ont été sérieusement animés et que les interventions des délégués reflétaient une activité de masse faite à la base, dans leurs villes, leurs quartiers, leurs entreprises, leurs facultés ou lycées.



entre différents groupes révolutionnaires sans qu'une « cartellisation » ne soit venue freiner ou limiter l'activité de masse. Tant à la direction qu'à la base, l'activité d'inorganisés a toujours été prédominante, ce qui ne signifie pas que celle-ci aurait été possible sans un large accord entre organisations.

QUEL « ELARGISSEMENT » POUR LE COMITE ?

Constitué au départ sur une base n'impliquant aucune option préalable quant à l'analyse de ce qui s'était passé au Chili, il est clair que le Comité a subi une double évolution, tant par rapport à la situation de la résistance chilienne que par rapport à la situation intérieure française.

Cela a été constaté au cours des débats des Assises.

Dès le début de la discussion, il apparut que le Comité était très hétérogène : le premier inscrit fut un vieux militant du PCF qui expliqua comment il avait organisé dans sa région des meetings du « comité de soutien à la lutte du peuple chilien » et comment les militants du PCF étaient « peu actifs » et « défensifs » sur cette question pourtant fondamentale de défense des travailleurs chiliens, mais comment il était nécessaire et possible de s'adresser à eux pour élargir le comité.

Cette question de l'élargissement du Comité fut ainsi placée au centre des Assises : certains délégués préconisant de

rechercher l'unité d'action systématique avec les organisations du mouvement ouvrier afin de les amener à se mobiliser pour le Chili, ceci sans sacrifier l'autonomie du Comité. D'autres refusaient de se placer à la remorque des réformistes » et jugeaient que le Comité devait poursuivre son action sans se définir par rapport au collectif des 18 organisations de gauche. D'autres explications insistaient sur le développement du travail à la base, notamment en direction des quartiers et des entreprises, afin d'élargir « socialement » les comités. Ce à quoi arguments ne manquaient pas, précisant que sans se poser la question des organisations du mouvement ouvrier, il était impossible d'avancer.

Les Assises tranchèrent en confirmant la position adoptée le 24 novembre dernier selon laquelle une unité d'action ponctuelle était recherchée avec les « 18 ». Dans la mesure où les « 18 » s'étaient eux-mêmes divisés lors de la manifestation contre l'ambassadeur, dans la mesure où ils n'avaient plus d'activités suivies de soutien au Chili, dans la mesure où ils maintenaient l'exclusive systématique contre le Comité (refus de réunions communes, refus de répondre aux lettres ou aux appels unitaires), les Assises confirmèrent la nécessité pour le Comité de poursuivre son activité unique et irremplaçable de façon autonome tout en cherchant à construire l'unité d'action à la base et au sommet à chaque initiative.

QUEL SOUTIEN A QUELLE RESISTANCE ?

L'idée essentielle retenue, c'est que le Comité s'élargirait d'autant mieux qu'il aurait des positions de principe claires. En fonction de cela, le débat sur la plate-forme fut animé : un délégué proposa d'analyser l'activité de l'Unité Populaire au Chili avant le coup d'Etat en la définissant comme ayant conquis un « centre de pouvoir au sein de l'appareil d'Etat ». Cette analyse fut largement battue : il apparut nettement dans le texte final de la plate-forme que la stratégie légaliste de l'Unité Populaire avait lourdement pesé pour désarmer les travailleurs face au putsch en préparation.

Les conséquences pour l'avenir de la résistance en furent nettement déduites : toute stratégie visant à revenir en arrière, à ne pas tirer les leçons du passé, à chercher à instaurer un nouvel Etat « bourgeois démocratique », à imaginer à nouveau une voie de passage pacifique au socialisme, tout cela fut condamné. Le Comité se détermina pour un soutien principal aux composantes révolutionnaires du mouvement ouvrier. Tout en affirmant qu'une recombinaison du mouvement ouvrier sur les bases d'un front unique de classe était la seule voie au Chili, il décida d'appuyer ceux qui y œuvraient le plus activement, c'est à dire les organisations indépendantes de la gauche révolutionnaire : MIR, MAPU, secteurs révolutionnaires du PS et autres noyaux révolutionnaires ». Le texte final de la plate-forme affirma qu'il n'était question « ni de condamner ni de légitimer » les positions actuelles de cette « aile révolutionnaire » de la résistance, mais que, dans la mesure où certaines organisations – telles que le MIR – le demandaient, une partie des fonds recueillis serait versée au « Secrétariat Unifié de Rome ». La plate-forme fut adoptée à une majorité écrasante.

Un texte additif, séparé de la plate-forme, précisa les modalités de la répartition des fonds recueillis : une partie des fonds était versée à toutes les victimes de la répression sans exclusive et visait à aider tous les actes de résistance réelle qui affaiblissaient la bourgeoisie. Mais l'essentiel des fonds était bien évidemment versé à la « gauche révolutionnaire » actuellement combattante sur le terrain du Chili.

UNE NOUVELLE DIRECTION ET DES AXES DE CAMPAGNE

La version définitive des textes adoptés par les Assises prouvait largement la volonté d'unité des différents courants qui se manifestèrent dans les débats. Il en fut de même pour l'élection de la direction. Un Collectif National de 40 membres (22 à Paris, 18 de province) fut mis en place. Une liste constituée par la commission des candidatures reçut l'approbation de la grande majorité de l'assemblée (près de 90 % des voix) ; elle regroupait pour moitié des porte-parole de toutes les tendances qui s'étaient exprimées aux Assises et pour moitié des personnalités et des militants qui s'étaient individuellement distingués par leurs activités ou leurs prises de position particulières.

Cette nouvelle direction a reçu de nombreux mandats et, comme on dit, a « du pain sur la planche » : poursuivre les contacts avec tous les organismes de la résistance, développer l'aide aux réfugiés, relancer spectaculairement la collecte, reprendre la série de meetings, de tables rondes, de projections de films, préparer la conférence européenne de Francfort sur le Chili les 27-28 avril prochains, lancer une campagne contre le trust ITT, organiser le boycott de toutes les activités commerciales, financières et diplomatiques de la France avec les fascistes chiliens, préparer les manifestations pour la défense des prisonniers politiques (Van Schowen, Luis Vitale, Corvalán...) à la veille des « grands procès » annoncés par la Junte, publier le No 7 du journal « Chili, la lutte continue », etc.

Après ces Assises, le Comité Chili doit recevoir un nouvel élan, il doit développer un travail de base important : le soutien aux travailleurs chiliens est une tâche prioritaire, elle exige un effort prolongé !



safari ou les chasses du comte chirac

Chirac remplaçant Marcellin ! Le premier flic de France, celui qui avait su manier la matraque avec tant de brio durant 6 ans, remercié avec un lot de consolation ! D'aucuns avaient alors formulé des espoirs : peut-être que la politique gouvernementale prendrait une tournure « allant plus dans le sens des libertés individuelles ».

Et voilà que le petit nouveau fait une entrée fracassante à l'Intérieur. Déjà, imbu de la lourde tâche qui lui incombe, il tente de mettre sur pied une vaste entreprise à laquelle même l'obsédé qui le précédait s'était brûlé les doigts : le fichage systématique, centralisé et opérationnel de chaque français.

Vieux rêve de tout ministre de l'Intérieur que celui de mettre dans un ordinateur la vie privée et politique de chacun. Avec le cynisme qu'on leur connaît, les tenants du régime ont donné à ce projet un nom chargé de bruits de bottes : SAFARI (Système automatisé pour les fichiers administratifs et le répertoire des individus)

UNE VIEILLE HISTOIRE

Si les fichiers sont le bagage indispensable de tout policier qui se respecte et ce depuis le début des temps, le modernisme n'a fait son entrée à la préfecture qu'en 1938. Et encore, l'atelier de statistiques, installé rue Jules Breton, n'était que vague balbutiement à côté du premier ordinateur utilisé par les flics en 1963. Cartes grises, immatriculation de voitures et quelques 300 000 personnes recherchées occupaient ce cerveau électrique. Depuis la place Beauvau a perfectionné son système. Et actuellement, quatre ordinateurs fonctionnent, triant les informations et les centralisant (trois GE 400 et un 100 700 de la CII). En juillet 72, l'INSEE mettait sur ordinateur l'ensemble de son fichier national des personnes (où figurent la date de naissance, le numéro de SS, etc) afin de le connecter à d'autres fichiers électroniques tels que ceux du ministère de l'Intérieur, de la Défense Nationale, de la Justice etc... Le scandale fut tel que Marcellin à l'époque avait dû faire une mise au point, la Cour de Cassation estima que « l'informatique pouvait être une menace pour la vie privée des citoyens ».

UNE REPRESSION EN MICROFICHES

Si le mouvement de mai 68 fut un avertissement pour la bourgeoisie, il résonna comme une sonnette d'alarme dans les rangs de ses chiens de garde. Avec une débauche d'interpellations de filatures, gendarmerie, RG, DST et argousins de tout poil tentèrent de rattraper le temps perdu. Les dossiers s'empilaient sur les dossiers rendant dans beaucoup de cas, une centralisation impossible. Ce fut à la gendarmerie

qu'incomba le triste privilège de mettre un peu d'ordre dans ce fatras.

Oh certes, ce n'était pas le fin du fin mais c'était un début : 10 millions de fiches au PC de Rosny-sous-Bois. Pas encore d'électronique mais une technique de miniaturisation qui permet d'inscrire sur une fiche de 60 sur 30 mm l'état civil, les mensurations, les antécédents pénaux, les habitudes, les fréquentations, les tics et même les empreintes de pas. 10 millions de fiches auxquelles s'ajoutent chaque année 500 000 nouvelles. Michel DEBRE de passage à Rosny avait eu cette parole, ô combien savoureuse : « C'est mieux que la police judiciaire ». Voilà pour l'armée.

LES ETATS-UNIS : UN MODELE

Actuellement aux Etats-Unis tout est sujet à enquête. Si un individu quel qu'il soit cherche un travail, l'entreprise qui envisage de l'employer le fait immédiatement suivre, dissèque sa vie privée, son compte en banque, ses passe-temps. Ensuite toutes ces données sont consignées dans un dossier. Ces méthodes sont utilisées aussi bien par l'Etat que par les compagnies privées. Un sociologue américain, Vance PACKARD écrivait que « le contrôle du personnel de l'industrie est actuellement une des affaires les plus florissantes aux Etats-Unis ». Un cinquième des salariés américains sont fichés par les services fédéraux. Le secrétariat de la défense possède un ordinateur comportant 80 millions de fiches intéressant autant de personnes.

Mieux, un commerce s'est organisé : une firme privée, la Bishop possède 5 millions de dossiers à la disposition de qui veut les acheter. Mais les USA ne sont pas la France, n'est-ce pas ?

Côté flics, ce n'est pas mal non plus. La PJ dispose au 36 Quai des Orfèvres de « terminaux » permettant d'obtenir en un rien de temps des renseignements sur un « suspect ». L'ordinateur lui-même se trouve rue des Wallons, aux services techniques. Ont été rassemblés dans la mémoire de cette machine plusieurs fichiers qui à priori n'ont rien à y faire, comme par exemple celui des travailleurs immigrés. Notons tout de même que dans les données, l'extrême-gauche tient une bonne place, puisque parmi les personnes les plus recherchées en cas de coup dur, elle occupe un tiers des 12 000 noms inscrits.

LE DEFAUT DE LA CUIRASSE

Si incontestablement, la répression a fait des progrès quant à la manière d'utiliser les renseignements dont elle dispose, elle pêche encore par sa dispersion. Il y a en tout 400 fichiers de police dispersés dans différents services. D'où, des lacunes graves. Un exemple : les connaissances en matière de « gauchisme » d'une organisation de truands comme l'ETEC étaient plus vastes que celles des policiers. On sait qu'il en est de même pour les SAC. D'autre part les querelles entre la Sécurité militaire et le ministère de l'Intérieur donnaient lieu à des absences de mémoire très gênantes pour les spécialistes de l'anti-subversion. Avec l'IRIS 800, l'ordinateur de SAFARI, toutes ces carences devraient disparaître : 400 fichiers en 1, tel est le désir de Chirac. Ou plutôt une partie de son désir.

L'informatique a aujourd'hui envahi tous les secteurs : les banques possèdent leur fichier ainsi que les finances, les PTT, l'ORTF, et surtout le ministère des Impôts et du Travail. Les entreprises mêmes commencent à mettre sur carte leur personnel avec appartenance syndicale, politique, etc... Toutes ces banques de données réunies pour le plus grand profit de l'Intérieur, voilà le véritable but. Ainsi les individus seront programmés depuis leur naissance, et surveillés jusqu'à leur mort, l'appartenance politique ou syndicale de tel ou tel avalée par une machine pour être ressortie au bon moment, une période de répression contre la classe ouvrière par exemple. Le voilà l'idéal commun qui réunit les Chirac aux Marcellin. Avec la mise en place du SAFARI, la chasse est ouverte.

MARSEILLE

DES GENS DE SAC ET DE CORDES

Dans la nuit du 20 au 21 mars, un commando d'extrême-droite attaquait plusieurs locaux d'extrême-gauche dont celui de Libération.

Après enquête, ce quotidien révèle comment fut préparée l'action, qui furent les auteurs de ces attentats. Ces informations sont du plus haut intérêt car elles témoignent d'une collusion parfaite entre les nerfs fascistes et la police, les Renseignements Généraux en particulier. Jugeons-en par nous-mêmes.

Les membres du commando sont recrutés autour de l'Opéra et se baptisent GIN (Groupe d'Intervention Nationaliste). Il est composé de nerfs du GUD, du SAC et d'anciens de Jeune Nation. A 20 heures, le groupe se livre au saccage des locaux de l'UNEF et des « Comités d'Action ». Trois heures plus tard, alors que la police est dans le quartier, ils mettent à SAC les locaux de Libé. On découvre sur place des mèches lentes destinées à embraser l'immeuble.

1 heure du matin : c'est le rendez-vous à l'Opéra. Une Simca 1100 (5887 DX 13) de la police rejoint le commando. AMBROSINI, inspecteur des RG, en descend, palabre avec les fascistes. Présents également les deux frères ALBERTINI. Jacques est responsable CFT des dockers et chef du groupe SAC tout comme son frère Ze. Présents FLEURIGNAND, ex-OAS, et MALVISI Philippe du SAC et de l'Union Pan-Européenne. Dans le véhicule de police, à côté d'AMBROSINI, on retrouve une vieille connaissance : Michel ZATTARA, membre du Centre Démocrate et ordure d'extrême-droite. C'est lui qui a été chargé du recrutement.

A 1 heure 30, c'est une nouvelle vadrouille qui se terminera mal. Les gardiens de la faculté d'Aix tireront sur les assaillants : 2 blessés et cela sans que la police n'intervienne !

Politiciens, flics, fascistes, la boucle est bouclée. Une affaire à suivre.

QUAND CHIRAC DETOURNE

L'IRIS 80, que désire utiliser Chirac n'est théoriquement pas prévu à des fins policières. C'est du moins ce qu'expliquent avec gêne les personnalités embarquées dans le projet SAFARI. Or, il se trouve que lorsque le Parlement vota des crédits pour la mise en marche du 100 700, il le destinait au fichier national des constructeurs. Aujourd'hui, il sert à la répression, ainsi que le note « le Monde ». Monsieur Ripert, directeur de l'INSEE, est soumis à des pressions venant du ministère de l'Intérieur et après cela on voudrait faire croire que jamais on n'a pensé à utiliser l'IRIS 80 pour affiner les dossiers. Non seulement CHIRAC se permet des irrégularités de taille (en toute impunité) mais en plus il prend ses victimes pour des crétiens. Fichez, monsieur Chirac, fichez le camp, Marcellin montre la voie.



et après la loi?

Un peu partout, l'agitation reprend, la mobilisation s'organise, stimulée par les prises de positions gouvernementales de plus en plus ouvertement répressives.

En même temps, l'échéance parlementaire ravive les débats au sein du MLAC : Et après la loi? Aucun projet, aucune proposition présentée à l'Assemblée ne répond totalement à notre objectif. La lutte n'est pas finie avec la fin de la session parlementaire!

Et de surcroît, le projet gouvernemental, le plus réactionnaire imaginable, ce pâle amendement à la loi de 1920 n'est pas de nature à nous démobiliser : la lutte contre la loi de 1974 commence!

Mais comment?

Il y a ceux qui ont dit depuis toujours, « la loi on s'en fout », et que la loi conforte dans leur position : l'important est de pratiquer l'avortement, de répondre à la demande, de créer des centres d'orthogénie ou d'apprendre aux femmes l'acte d'interruption de grossesse, de s'organiser dans les quartiers sur tous les problèmes de la vie quotidienne : restaurants, crèches, information sexuelle...

Il y a ceux qu'une pratique intensive d'avortement et une information continue sur la contraception amènent à se tourner vers d'autres thèmes, vers un élargissement des luttes : contre l'oppression des femmes, la lutte sexuelle de la jeunesse.

Pour ouvrir le débat, et parce que nous pensons que le combat et la campagne doivent continuer, unitaire, sur le mot d'ordre central du 6 avril, amplifiée par l'entrée en lutte massive des travailleurs, du mouvement ouvrier, qui seul peut imposer un rapport de force contre la politique gouvernementale et ouvrir réellement le droit à la contraception et à l'avortement libres et remboursés pour toutes, parce que nous pensons que ce droit ne suffit pas, bien loin de là, à l'émancipation des femmes, et que le MLAC n'est pas le meilleur cadre d'organisation des femmes sur leurs problèmes, qu'il ne doit pas se substituer à un mouvement autonome des femmes,

Nous ouvrons nos colonnes à des extraits d'un texte des groupes de femmes de quartiers parisiens qui participent au MLAC et expliquent pourquoi.

SUR LA PRATIQUE D'AVORTEMENT.

Qu'on nous comprenne bien, la pratique d'avortements parallèles avait une valeur détonnante, nous ne le récusons pas; mais nous voulons qu'elle garde sa valeur d'exemplarité, et si nous soulignons ici les aspects négatifs, c'est par souci de mener un débat enrichissant pour le mouvement.

En effet, dans ce mouvement anti-capitaliste qui lutte contre l'ordre moral de la bourgeoisie, nous avons vu se reproduire des rapports traditionnels, des conceptions que nous combattons :

- Si sur le plan de la technique médicale, un avortement est plus simple qu'une appendicectomie, il représente physiquement et psychologiquement, un événement douloureux pour les femmes : le nier va contre l'intérêt des femmes, faire une technique une libération en soi va contre l'intérêt des femmes.

- Il est tout aussi faux de présenter la contraception comme la panacée de la libération des femmes, alors qu'elle n'est qu'une condition, certes nécessaire, pour que la femme accède à ce qui lui a toujours été refusé : le pouvoir de décision sur ses maternités, bien que cela ne change pas fondamentalement les rapports de domination dans la relation sexuelle, même si celle-ci peut être améliorée par la libération de l'angoisse de la grossesse.

Pour nous, les réticences par rapport à la contraception ne sont pas seulement les résultats d'une intoxication mensongère qu'il faut dénoncer comme telle, c'est aussi que les femmes ressentent la contraception comme une contrainte à la fois physiologique et psychologique. En soulevant cette contradiction, nous ne sommes pas réactionnaires, nous dénonçons un élément de plus de l'aliénation de la femme; c'est à considérer : il y a dans le refus des femmes de la contraception le refus de leur rôle sexuel dominé.

Faut-il demander à la femme de s'adapter à des moyens contraceptifs encore insatisfaisants (le moyen « le plus avancé » : la pilule est particulièrement contraignant, hors d'une relation « normale », en couple); ou bien faut-il se demander si tous les moyens de recherche scientifique sont bien exploités pour la mise au point de procédés meilleurs : dans notre système, le progrès technique n'est pas forcément au service du peuple, au service des femmes!

- Nous regrettons aussi que certains militants n'aient pris ce terrain de lutte que comme « un champ politique payant » oubliant totalement, dans leur attitude et leurs propos, qu'il s'agit là, pour les femmes, d'un aspect particulièrement douloureux de leur oppression! D'autre part, certains y ont trouvé l'occasion de s'y faire lamain et de s'initier à un savoir de spécialiste, d'autres s'y sont fait une place au soleil, parce qu'ils avaient déjà le savoir, les gentils médecins qui ont pratiqué des avortements qui ont appris à en pratiquer, ont vu leur auréole s'illuminer! Et maintenant qu'elle s'éteint un peu, ils essaient de la rénover en se voulant les novateurs de la libération sexuelle.

- Une fois de plus, le contrôle des femmes sur une action qui les concerne directement, pour lui donner un sens qui tienne compte de leur situation et de leur point de vue de femme leur a échappé; il faut reconnaître que dans les groupes de pratique les femmes ont retrouvé leur rôle traditionnel d'infirmière, d'assistante sociale, de confidente; quand les femmes ont pu y échapper, c'est parce que la mise en commun avec d'autres femmes a été la possibilité d'un échange riche de prise de conscience, de solidarité de confiance en une lutte collective possible, et c'est là, un des apports les plus positifs de la pratique des groupes.

D'ailleurs, les rapports traditionnels ont parfois été contestés, et des intermédiaires se sont donné les moyens d'acquiescer une compétence. Nous voulons souligner que s'il est illusoire et malhonnête de prétendre qu'un savoir de

spécialiste est à la portée de tous, parce que dans notre société de classe, l'accès au savoir signifie privilège social, cependant il importe que les femmes fassent la démonstration qu'elles peuvent acquiescer une certaine connaissance de leur propre corps qui leur permette d'intervenir médicalement et de pouvoir comprendre et contrôler les actes de spécialiste.

D'ailleurs, il ne suffit pas de contester la toute-puissance du médecin qui lui permet d'inoculer son idéologie réactionnaire, il faut principalement dénoncer la fonction de la médecine capitaliste dont les seuls buts sont : la réparation de la force de travail, le contrôle de la reproduction et donc le contrôle du corps des femmes réduit à un objet médical pour la procréation.

SUR LE GROUPEMENT AUTONOME DES FEMMES

Autant nous sommes favorables à l'intégration des thèmes, répression

sexuelle, oppression de la femme, à la propagande générale du MLAC qui souligne par là le caractère partiel et limité du mot d'ordre « avortement et contraception libres et remboursés », autant nous pensons que seul un mouvement autonome des femmes peut prendre en main de façon permanente et sur des mots d'ordre justes le prolongement de cette lutte sur l'oppression des femmes surtout dans le domaine sexuel.

Nous avons intérêt à ébranler l'édifice capitaliste et obtenir des droits. Mais il ne suffit pas d'obtenir un droit, plus un droit, plus un droit... car nous ne serons pas libérées pour autant; notre objectif dépasse l'acquisition d'un droit. Pourquoi alors, ne pas être tout simplement dans une organisation politique? certaines d'entre nous y sont, mais cela ne résout pas tout, car même les organisations politiques qui luttent pour le socialisme ont rarement pris en charge dans les luttes, les revendications des femmes, même s'ils les ont inscrites à leur programme.

une mobilisation

Un peu partout l'agitation stimulée par les prises de positions ouvertement répressives.

■ A Aix en Provence : le 6 mars trois militantes du MLAC sont passées en procès tandis que 250 personnes rassemblées devant le Palais de Justice scandaient leurs revendications, exposaient par panneaux leur lutte pour l'avortement et la contraception et portaient en manifestation de soutien et de popularisation dans les rues de la ville dès que la date de la mars : 1 mois de prison avec sursis, 900 F d'amende! Pour avoir pratiqué des avortements militants? Non, la justice ne s'y risque plus pour l'instant. Dans un but lucratif? Non! Pour avoir écrit deux lettres (AV...) avec une bombe à peinture sur un édifice public lors de la campagne de soutien à Annie Ferrey Martin.

■ A Suresnes : le 18 mars, les gros bras de l'UNI suppléent la police, impuissante à interdire dans les faits la projection d'Histoires d'A. Un commando passe à l'attaque pour saisir par la force les bobines du film et blesse trois membres du GIS. Sans doute stimulé par les propos névrotiques et l'ambiance survoltée du meeting de Laissez les Vivre qui se déroulait en même temps Salle Wagram à Paris et dont les fascistes du groupe UNI assuraient... l'ordre!

■ A Paris : le 22 mars, la permanence centrale du MLAC qui, depuis plus d'un an, accueille chaque samedi des centaines et des centaines de femmes qui demandent l'avortement, a décidé de montrer publiquement la demande, et « pour

que cela ne se fasse plus dans l'indifférence générale », de montrer le scandale des voyages que les femmes sont contraintes à faire : le retour du car se fera à 17 h 30 devant les Galeries Lafayette avec de grandes banderoles « Pour nous, la Hollande ce n'était pas du tourisme », « Oui, nous venons d'avorter ». De nombreuses femmes qui, elles aussi, ont eu recours à ces « cars militants » attendent, et, ensemble, elles manifestent « Nous voulons pouvoir avorter chez nous », « Avortement libre et gratuit », distribuent des tracts dans la foule qui engage le débat... jusqu'à l'intervention policière tout à coup d'une violence qui montre bien qu'ils ont des ordres d'en haut ». Deux civils rouent de coups, à terre, une jeune militante, sous l'œil indifférent d'un vendeur d'Huma Dimanche.

■ A Montpellier : de nombreux meetings d'agitation sur les facultés, les lycées, les quartiers l'avait préparée : c'est à 2000 qu'ils ont répondu pour l'avortement et la contraception libres et remboursés par la Sécurité Sociale à l'appel du MLAC le jeudi 22, dans les rues de Montpellier. Manifestation joyeuse, avec fanfare et théâtre qui aboutit et culmine dans le plus grand amphithéâtre de Médecine la plus réactionnaire de France : l'interdiction gouvernementale, l'anathème du Conseil de l'Ordre des



Retour de Hollande : le car militant du MLAC s'arrête devant les galeries Lafayette...



Si les femmes ne s'étaient pas organisées depuis 1970 en France, pour crier leur colère sur la question de l'avortement, personne ne l'aurait fait à leur place !

Au niveau des généralités, organisations révolutionnaires et MLAC sont d'accord pour dire que des difficultés vécues par toutes les femmes des classes populaires sont des problèmes sociaux, l'enjeu d'une lutte d'un combat contre la bourgeoisie contre un système d'oppression et de profit, mais tous en restent là !

Seules les femmes sauront mener à terme selon leurs véritables intérêts, des luttes sur la famille, leur sexualité, l'image et le rôle social qu'on leur impose. Les rapports de domination médecins-femmes, hommes-femmes, ne seront pas remis en cause, distancés dans une organisation mixte comme le MLAC,

donc dans des centres d'orthogénie gérés par lui, les femmes y subiront les mêmes pressions inconscientes ou non de la part des hommes et des médecins. Leur oppression ne pourra être abordée pleinement et correctement dans une organisation mixte où elles seront enfermées une fois de plus dans l'image que l'on a d'elles.

Mais aujourd'hui, c'est l'offensive de l'ordre moral qui peut l'emporter et notre objectif immédiat est d'arracher cette bataille de l'avortement.

C'est pourquoi le 6 avril, côte à côte Comités MLAC et groupes femmes, manifesteront à Paris. Déjà, Rouen, Marseille, Toulouse, Montpellier, Perpignan, Rennes ont répondu à l'appel. Toutes et tous à la manifestation !

Martine Tamard

françois brigneau par lui-même

L'ex-Ordre Nouveau n'est pas raciste. Ses dirigeants non plus a fortiori. Ainsi en a décidé la justice. Nous livrons aux lecteurs de Rouge des citations qui se passent de commentaires. Son auteur s'appelle François Brigneau. Il est directeur de Minute, membre de l'ex-direction de l'ex-Ordre Nouveau.

☐ « Au garde à vous, le bras levé, je salue et je crie. Camarades (Brasillach, Harold Paquis, Darnand, etc.), je ne vous oublierai pas ».

« du palabre et du bistrot, du bérêt basque et du mégot... La France sans stade... Un pays où l'on ne savait pas chanter ensemble... Parce que la droite avait ignoré l'Europe, dernière chance de l'homme blanc, la gauche avait nié les lois essentielles de la réussite des peuples en marche : l'ordre, la hiérarchie, le sacrifice, la race » (p. 22)

« Pendant l'occupation, je n'ai raté aucune des rares réussites du cinéma allemande : le juif Suss... » (p. 52)

« De 1918 à 1945 la vie de Ernst Von Salomon qui à nos yeux de fascistes européens paraît chargée de symboles, de signes et d'enseignements » (p. 227)

« Seule une révolution de type « fasciste » pouvait sauver l'Algérie » (p. 268)

« Les cris de l'intelligentsia progressiste, que la montée de ce « fascisme » affolait, me réjouissaient » (p. 272)

« Le Noir attire le Noir. Nous allons voir rappliquer tous les danseurs Bamboulas de l'arrondissement. Ils voudront se mêler à la clientèle... Le Roméo est plein de nègres. Je suis avec une amie... Un grand Noir se présente.

Vous permettez que j'invite mamozelle, monsieur ?

Non

Pou'quoi ? Pa'ce que je suis un homme de couleur ?

Oui » (p. 10)

« Camarades, qu'il bégayait le bougnoul en roulant des yeux blancs. Je viens vous appo'ter le salut f'ate'nel du p'oléta'iat Bamba'a, que j'ai l'honneur de 'ep'ésenté à Pa'is » (p. 17)

« La différence entre le blanc et la négritude... chez les blancs, la parole sert à communiquer, chez les Noirs, elle sert à communier » (p. 302).

« Le départ des blancs (du Congo) le livrait de nouveau à sa peau. A cause de cette cassure, le Noir redevenait nègre » (p. 305)

« Les nègres sont paresseux, mous et peureux » (p. 307)

« Raciste ? Mais bien sûr disais-je, opposons-nous au monde gris de métèques. Souvenons nous de l'œuf. Quand on mélange le blanc et le jaune tout devient jaune. Restons blancs » (p. 323)

on nationale

rend, la mobilisation s'organise, gouvernementales de plus en plus

Médecins volèrent en éclats : « Liberté au Féminin », y fut projeté, discuté.

La manifestation, organisée par le MLAC, était soutenue par l'AJS, l'AMR, l'École Emancipée, la FEN, Rouge, le GIS, le MLF, le Planning Familial, la CFDT, le PS, le PSU, l'UNEF (AJS), Révolution 1.

Prochaine étape : Paris, le 6 avril !

■ A Montauban

Le MLAC avait décidé de projeter le film « Histoires d'A » à Montauban, au cours d'une réunion publique à la Maison du Peuple le 17 février. Plus de 400 personnes étaient présentes, dont 200 lycéens internes qui avaient obtenu l'autorisation de sortir.

Mais le Préfet et le commissaire de police ne l'entendaient pas ainsi : l'intervention brutale de la police, matraques à la main, empêcha la projection du film. Le commissaire menaçait d'inculpation une responsable du MLAC (affaire à suivre...)

Immédiatement la riposte s'organisa : une centaine de personnes (adultes) signait une pétition, demandant à être co-inculpées comme co-organisatrices de la réunion. La salle protégeait l'appareil de projection du film. Le commissaire repartait avec un film sur les animaux en Pologne !

Le surlendemain était organisée une manifestation combative qui traversait Montauban aux cris de « Histoires d'A passera » !

Le MLAC prit aussitôt contact avec toutes les organisations susceptibles de se mobiliser pour la liberté d'expression et le passage du film : de nombreux communiqués de protestation parvinrent dans la presse locale.

Seuls l'Union des Femmes Françaises, le PCF et la CGT dévoilaient leur sectarisme et leurs positions réactionnaires sur les problèmes de l'avortement, refusèrent toute unité d'action. Le PCF et la CGT ne sont jamais venus aux réunions unitaires où ils étaient invités. Quant à l'UFF, elle invite à ses réunions publiques la responsable locale de « Laissez les Vivre » !

Après plusieurs réunions unitaires, le MLAC, le PS, le PSU, Rouge, la CFDT, la FEN, le SNES, le SNI, la Ligue des Droits de l'Homme appelaient à une nouvelle projection-débat d'« Histoires d'A ».

Le Préfet et le commissaire de police sont obligés de céder. Pour tenter de sauver la face, ils interdissent la projection à la Maison du Peuple sous de fallacieux prétextes de condition de sécurité...

Mais la projection se tient à la salle de la Foi, le 21 mars, devant une salle absolument comble de plus de 300 personnes (alors que les lycéens n'avaient pas eu cette fois l'autorisation de sortie, et pour cause...) et donne lieu à un débat extrêmement intéressant et animé.

Correspondant



Alain ROBERT et Roland POYNARD

fascistes contre fascistes

Le 19 mars au matin, quarante nervis, casqués de noir, matraque au poing, croix celtiques à la boutonnière, ont attaqué les grévistes de la faculté de Dauphine qui s'opposaient à la loi Fontanet.

Le GUD n'a pas failli à sa mission de gardien de l'ordre, de commando anti-gauchiste. Créé en 1969, par Alain Robert, sous le nom de Groupe Union de Défense, en 1970, chargés de faire respecter la réforme Guichard, ils deviennent Groupe Union Droit, et s'illustreront à Assas, où ils ne doivent leur survie qu'à l'impunité que leur accorde le pouvoir pour service rendu. C'est à partir de ce groupe que sont recrutés les « militants » d'Ordre Nouveau puis de Faire Front.

Début 74, le GUD fait patte de velours dans les faits car sa politique participationniste et sa faiblesse implique une relative discrétion. C'est d'ailleurs pourquoi le GAJ en début d'année pensera profiter de cette politique hypocrite pour essayer d'entraîner les militants « durs » du GUD, peu habitués aux tournants « tactiques » de sa direction. Mais il n'y a pas de place pour deux groupes de nervis, une

fois la période électorale écoulée, de sanglants règlements de compte viendront et réussiront à rééquilibrer la situation en faveur du GUD qui redeviendra l'unique groupe de fascistes au service de la Préfecture.

L'action du 19 étant la démonstration pratique de la réapparition du GUD comme groupe dirigeant, nous n'avons pas compris pourquoi dans un communiqué ils s'indignaient de se voir imputer cette action, et expliquaient que les responsables étaient le Front de la Jeunesse. Sachant que le Front de la Jeunesse c'est une fédération administrative du GUD de l'UDL et des membres jeunes de Faire Front. Mais on comprend mieux quand on sait que désormais le GUD est condamné à n'apparaître qu'au niveau électoral au profit du Front de la Jeunesse. Leur protestation est ridicule et même grotesque car le responsable étudiant du Front de la Jeunesse n'est autre que le responsable national du GUD : Roland Poynard, membre de Faire Front, aux côtés d'Alain Robert le 1er mars. Et donc responsable de l'action du 19 mars. Nous saurons en tirer les conclusions.

L'actuelle mobilisation contre la réforme Fontanet confirme et souligne ce qu'indiquait déjà le mouvement de mars-avril 1973 contre la loi Debré et le DEUG : le centre de gravité du mouvement de la jeunesse scolarisée se déplace en aval, du milieu étudiant aux milieux lycéen et collégien. Sur les 30.000 manifestants du 7 mars, à Paris, 3000 tout au plus, venaient des universités. Les étudiants n'étaient guère plus nombreux le 14 mars. A quelques exceptions près, on constate que la mobilisation étudiante est inversement proportionnelle à la « coloration » politique des établissements : c'est dans les vieux bastions rouges (facs de lettres des grandes villes universitaires) que le mouvement est le plus poussif. Alors que dans les universités politiquement plus marquées, (facs de sciences et de sciences économiques), il se fraie plus facilement une voie.

Pourquoi cette disparité dans la mobilisation des divers secteurs de la jeunesse scolarisée ? La référence aux effets démoralisants des défaites de l'an passé ne suffit pas. Elle vaut également pour les lycéens et les collégiens, et donc ne rend pas compte de la différence.

En réalité, pour comprendre cette disparité que chacun constate, il faut considéré les modifications structurelles, sociales et politiques, qui affectent aujourd'hui le milieu étudiant et transforment ses conditions de mobilisation.

LA DILUTION DU GROUPE ETUDIANT

Le milieu étudiant aujourd'hui n'est plus ce qu'il était au début des années 60. La démocratisation relative de l'enseignement supérieur (triplément des effectifs en 10 ans) en élargissant la base sociale du milieu, s'est soldée par une véritable paupérisation de la condition étudiante.

Deux étudiants sur trois, une étudiante sur deux, sont contraints de travailler à temps complet ou partiel, pour poursuivre leurs études. 60 % des étudiants abandonnent très vite leurs études (au bout de deux ou trois ans) sans avoir dépassé le niveau du 1er cycle, avec la saturation des postes d'enseignement, le problème des débouchés devient lancinant, en particulier pour les littéraires.

Il est donc révolu le temps où la grande majorité du milieu vivait sereinement, de longues années, retranscrite de la société, dans le ghetto universitaire. La salarisation croissante du milieu étudiant n'est pas un fait anodin. Elle modifie la situation du groupe étudiant dans la société. C'est le statut d'étudiant comme adolescent prolongé qui tend à disparaître au profit d'une intégration plus rapide au monde et à la société d'adultes (travail salarié, indépendance à l'égard des parents, « responsabilités familiales », etc.). La distance entre le milieu étudiant et le monde du travail s'est considérablement réduite. Et cette réduction agit comme dissolvant sur le groupe étudiant.

EFFETS DE L'APPLICATION DE LA REFORME

Cette dilution du milieu étudiant est systématiquement renforcée par l'application de la réforme : la différenciation croissante de l'enseignement supérieur — différenciation des filières — (filières courtes, moyennes, longues) — différenciation des établissements (universités d'élite différents des universités de masse) accroît considérablement la différenciation du milieu. Le système d'enseignement par « unités de valeur » contribue puissamment à son atomisation. L'effet recherché est symbolisé par la nouvelle faculté de Tolbiac : ici, pas de « campus », de cafétéria, de Restaurant Universitaire, nul lieu où la collectivité étudiante puisse se retrouver et se rassembler. Mais deux longues tours où le « peuple étudiant » scindé en des centaines de « travaux dirigés » plus ou moins éphémères, s'empile sur 26 étages !

L'hétérogénéité du milieu étudiant, son inconstance comme groupe social, sont plus grande que jamais.

On constate un peu partout un double phénomène : dans les universités (ou les UER) préparant efficacement à des professions aux débouchés assurés, il y a résurgence d'un nouveau « sérieux universitaire » : une fraction importante du milieu accepte implicitement de jouer le jeu de la réforme. Au nom de la valorisation des diplômes sur le marché du travail, elle assume la concurrence inter-universitaire.

Ainsi se développe une base de masse pour un néo-corporatisme et un néo-réformisme dont les organisations du PCF se veulent les représentants.

Inversement, dans bien des facs de lettres, le chaos régnant, lié à l'absence proclamé de débouchés, créé un climat d'écœurement et de désaffection (absentéisme, abandon, fuite des facs).

En conclusion, la précarité de la condition étudiante, l'osmose du milieu avec les couches salariées, l'application de la réforme, la plus grande adéquation de l'université à sa fonction de formation professionnelle exercent un effet désagrégateur sur le milieu étudiant, en même temps qu'elles renforcent les liaisons entre ce milieu et les professions.

L'IRRUPTION DE L'AVANT-GARDE OUVRIÈRE LARGE

Pour rendre compte des nouvelles conditions de mobilisation du mouvement étudiant, aussi importantes, sinon plus, que ces modifications objectives, sont les modifications affectant son rôle sur la scène politique française.

Pour des raisons qui tiennent à la fois à la forme qu'a prise la crise du néo-capitalisme dans les années 60 et à l'emprise inégale des bureaucraties réformatrices sur les divers secteurs de la population, le processus de radicalisation en France a percé dans les secteurs de la jeunesse scolarisée bien avant qu'il ne s'affirme dans la classe ouvrière.

Longtemps, le mouvement étudiant a constitué dans le champ politique français, la seule force d'opposition radicale. Mouvement politique de masse, en rupture de fait avec le réformisme, il remplissait dans le champ politique une fonction essentielle : celle de substitut au parti révolutionnaire manquant. Par ses objectifs et surtout par ses formes de lutte, il popularisait une critique radicale du système et de ses commis réformatrices, stimulant ainsi la radicalisation ouvrière et le dégagement d'une avant-garde ouvrière large. En raison de ce rôle politique objectif, le mouvement étudiant était l'enjeu d'une lutte farouche entre toutes les forces politiques, ouvrières et bourgeoises, réformatrices et révolutionnaires.

Aujourd'hui, le processus de radicalisation, longtemps souterrain, a porté ses

où en est le mouvement étudiant



KAGAN

faut-il désespérer du mouvement étudiant ?

ce qui change

fruits dans la classe ouvrière. Embryonnaire au lendemain de mai 68, une large avant-garde ouvrière s'est développée dans les entreprises. Elle est à l'initiative (voire à la direction) de nombreuses luttes. Elle marque de son style tous les conflits sociaux.

C'est sur son terrain de constitution (terrain des luttes économiques opposant patrons et ouvriers dans l'entreprise) que cette avant-garde se manifeste le plus spectaculairement. Mais son activité ne se limite pas à ce terrain. En rupture avec les directions réformatrices sur la tactique des luttes, l'avant-garde ouvrière, sous l'impact de son expérience propre et de l'expérience du mouvement ouvrier international (Chili, etc.), est engagée dans un processus de politisation qui accroît son autonomie à l'égard des appareils bureaucratiques et étend son champ d'activité à

tous les problèmes politiques cruciaux. C'est ce qu'attestent le succès du MLAC dans de nombreuses entreprises et quartiers ouvriers, des Groupes Information Asiles (GIA) auprès des infirmiers de nombreux hôpitaux psychiatriques, des comités de défense des appelés (CDA) dans les boîtes où on fait l'effort de les implanter, la présence militante de nombreux travailleurs dans les « comités Chili » etc.

RELATIVISATION DU RÔLE POLITIQUE DU MOUVEMENT ETUDIANT

L'irruption de l'avant-garde ouvrière large sur la scène politique, sa politisation croissante, affectent profondément la réalité et les perspectives du mouvement étudiant. Non seulement celui-ci n'est plus la seule force d'opposition radicale, mais en-



Fotolib

A TOUT DE SUITE MESSMER!

vement
iant

core il n'est même plus la principale force radicale d'opposition.

La fin de l'isolement du mouvement étudiant marque également la fin de la fonction politique qui fut la sienne : la progression d'un processus de radicalisation des travailleurs ne dépend plus tant de l'exemplarité des luttes de la jeunesse, des messages politiques dont ces luttes sont porteuses, de l'évolution favorable du rapport des forces qu'elles déterminent. Elle dépend désormais fondamentalement de la pratique de lutte du prolétariat lui-même, dans et hors les entreprises, telle que la marque l'activité de l'avant-garde ouvrière large et de l'extrême-gauche organisée. C'est par ce côté que progresse désormais le plus décisivement la radicalisation des masses — y compris des masses étudiantes et lycéennes.

Simultanément la nature des problèmes politiques actuels (le problème du pouvoir), la manière dont les forces politiques dominantes le posent (électorisme de l'Union de la gauche), marginalisent relativement les terrains de lutte sur lesquels se déploie ordinairement la jeunesse scolarisée (luttes anti-impérialistes, luttes universitaires, luttes contre toutes les formes de répression et d'embrigadement, etc.). Cette marginalisation, l'impression que les batailles essentielles se situent ailleurs, sur d'autres terrains, entre d'autres partenaires est profondément ressentie par la fraction la plus avancée du milieu étudiant.

Pour toutes ces raisons, les étudiants radicalisés cherchent à investir leur activité politique de préférence hors de l'université dans les diverses structures de lutte qui réalisent la jonction organisationnelle avec l'avant-garde ouvrière large et s'insèrent directement dans la lutte contre le pouvoir.

Si l'on constate dans bien des facs, un mouvement de fuite hors de l'université, ce mouvement est bien plus ample chez les militants étudiants.

Des considérations développées ci-dessus, il faut se garder de conclure que le mouvement étudiant disparaît tendanciellement comme force anti-capitaliste.

Les données générales de la période (crise de la civilisation et de l'idéologie bourgeoise, crise du régime pompidolien, crise de l'hégémonie réformiste, crise de l'institution universitaire), nourrissent un processus permanent de radicalisation. Pour peu que les marxistes révolutionnaires assument convenablement leurs tâches, ce courant conservera et accentuera son orientation anti-capitaliste. Ce qu'il faut comprendre, c'est que les conditions de mobilisation du milieu étudiant, son type d'insertion dans les luttes politiques d'ensemble ont changé. L'actualisation du potentiel de lutte du milieu étudiant exige de la part de sa frange politisée, et en particulier des marxistes révolutionnaires, une pratique différente. Nous y reviendrons.

H. Weber



Kagan

« Les élèves se laissent aller à des manifestations inutiles. Ils sont manipulés sans le savoir, car je doute qu'ils connaissent la réforme Fontanet. En outre, ce n'est pas aux élèves de décider de l'enseignement qu'on leur donnera ».

Fin de non-recevoir, hautaine et toute débordante de mépris pour la jeunesse : c'est le légionnaire Messmer, qui parle. Prononcée au lendemain des manifestations et grèves du 14 mars, cette déclaration annonçait la répression sans pitié du père fouettard Fontanet. Lors du mouvement contre la loi Debré le pouvoir n'avait jamais osé se montrer si arrogant : fermetures d'établissements, application stricte de la circulaire Fontanet qui autorise les proviseurs à exclure un élève une semaine sans réunir le conseil de discipline, et même,

comme à Caen, condamnation de lycéens à des peines de prison.

Messmer peut pérorer. Il lui en cuira. Les lycéens, étudiants et élèves des CET n'ont joué que la première manche de la bataille. Les révolutionnaires se battront pour que la lutte se poursuive au lendemain des vacances. Parce que la combativité du mouvement n'est pas encore entamée : nourri par la crise permanente de l'institution scolaire, le mouvement de la jeunesse contre la réforme Fontanet, contre la sélection sociale, contre l'école du capital, est encore éclaté.

Ces luttes éparses nationalement et hétérogènes dans leurs objectifs, il est encore possible de les unifier, de les renforcer autour de nouvelles initiatives.

CAEN :
FONTANET ET LE MITARD

Luc Verhaeghe, élève du lycée Malherbe de Caen. Ayant participé à la grève contre la réforme Fontanet, son prof d'anglais veut l'exclure de la classe. Il répond : « Ça va pas non ? » Pour le Conseil de Discipline, cela s'appelle : *insolence*. Il avait aussi refusé la fermeture des grilles du lycée lors de la venue de grévistes d'un IUT. Re le conseil de discipline : *insubordination*. On pourrait entendre des surgés en képi !

Fin de l'histoire : après un tract proprement diffamatoire diffusé par le proviseur zélé du lycée en question, sur tous les lycées de la ville, après une agitation fasciste ouverte par l'administration, après une petite phrase du recteur selon laquelle « il s'agit de comportement relevant du droit commun », Luc et 4 autres lycéens sont réveillés à l'heure du laitier par la police. Seul notre camarade Luc fut inculpé au titre de la loi anti-casseurs et condamné en flagrant délit à deux mois de prison avec sursis.

Il avait simplement ouvert son lycée à des étudiants grévistes !

La discussion et le vote de la loi Fontanet au Parlement en avril-mai nous offre l'occasion, non pas comme le voudraient la direction du PCF et ses organisations de jeunesse, pour soutenir l'action des députés de la gauche unie et le projet réformiste de démocratisation de l'école. Bien au contraire : la jeunesse ne fonde pas ses espoirs sur des parlementaires tricolores, empêtrés dans le jeu de la démocratie bourgeoise; elle n'a rien à attendre d'une chambre d'enregistrement où la réaction tient les rênes; elle ne croit aucunement en une démocratisation utopique de l'école qui ne remettrait pas en cause la société et les institutions dans leur ensemble.

En ce sens, le cadre des mobilisations à venir doit être sans ambiguïté : ce n'est pas au parlement de décider pour nous, ce sont nous, lycéens, élèves des CET, étudiants, unis qui, dans la lutte, dans la grève, dans la construction d'un rapport de force national, ébauchons notre avenir, imposons nos droits. C'est pourquoi aussi nous ne nous battons pas seuls. Notre mouvement doit se donner les moyens de dépasser le périmètre de l'école, il doit rejoindre l'ensemble des coups aujourd'hui portés à ce régime malade par la classe ouvrière, il doit de manière exemplaire renverser la barrière que dressent les bureaucraties réformistes contre la convergence des luttes.

Ces axes de bataille, la proposition d'Etats Généraux de la jeunesse en lutte organisés par les structures démocratiques du mouvement ouverts aux enseignants et aux syndicats ouvriers doit permettre d'en débattre. Sur le thème « Crise de l'école, crise de la société », ils donneront l'occasion au mouvement de définir le cadre général des mobilisations de ce printemps.

A tout de suite, Messmer ! Le mouvement actuel, bien que moins imposant que celui de l'an dernier, est par ailleurs plus profond : forte de l'expérience de mars-avril 73, la jeunesse ne répète pas l'histoire. L'avenir de la lutte contre la réforme Fontanet dépend de sa capacité à rejoindre en un front commun la bataille d'ensemble contre ce pouvoir de matraqueurs et de profiteurs.

le 27-3-74
J.K.

LA TRAGÉDIE OPTIMISTE

ENTREVUE AVEC J.P. VINCENT

Qu'est-ce qui vous a accrochés en 1974 dans une pièce qui a été rédigée dans sa première version en 1932, remaniée en 1937 et qui passe pour une pièce stalinienne ?

La pièce se situe en 1918, aux temps forts de la révolution et de la guerre civile en Russie. Elle met en présence les matelots anarchistes de la Baltique et le bolchévisme, à travers cette commissaire politique de l'Armée Rouge qui évoque Larissa Reissner. La pièce, loin d'être stalinienne, est en fait extrêmement contradictoire. Elle est écrite à un moment où le stalinisme apparaît assez clairement en URSS sur le plan politique et économique; mais où sur le plan culturel, la question n'était pas réglée encore.

Au plan littéraire, la multiplicité des partis et la possibilité de fractions est demeurée possible plus longtemps. Cette question n'a été réglée qu'en 1934 au fameux congrès de « mise en ordre » de l'Union des Ecrivains. En 1932, Vichnevsky écrit sa pièce en homme qui sent venir le retour au naturalisme, une des pierres de touche du réalisme socialiste. Pour lutter contre cet amollissement de la dramaturgie soviétique, il essaie de trouver une forme, la tragédie. Il le considère ainsi très clairement et il le dit. « Une forme forte, correspondant à un sujet fort, qui est unique dans l'histoire du monde, la révolution et la guerre civile ». C'est l'inverse du réalisme socialiste. On ne trouvera pas dans sa pièce de héros positif qui détienne la vérité à lui seul et une vérité sans faille. Vichnevsky ne présente pas l'histoire de façon unilatérale même si elle est simplifiée. Il y a des failles; la commissaire bolchévique doute; les anarchistes agissent et s'expriment.

Comment avez-vous traité les simplifications et ne sont-elles pas des simplifications politiques ?

On s'est dit que peut-être il s'agissait d'une pièce « a-politique ». Mais que le traitement de la pièce en tragédie devait faire apparaître « de grandes forces à caractère emblématique » où le spectateur pourrait, lui, mettre de la complexité.

La mise en scène est pourtant constamment critique par rapport au texte. Jusqu'à quel point ?

Ce qui est le centre de la pièce pour nous, c'est la constitution du premier régiment de l'Armée Rouge; donc, de façon symbolique, de l'Armée Rouge comme premier « appareil d'Etat » de l'URSS.

Cet appareil s'est constitué sur un choix fondamental qui a été celui des dirigeants bolchéviques et de Trotsky (puisque c'est lui l'organisateur de l'Armée Rouge): s'appuyer sur les spécialistes pour fonder une armée moderne plutôt que de s'appuyer sur ces éléments beaucoup plus problématiques qu'étaient les groupes de partisans. Le cœur de la pièce c'est le moment où la commissaire choisit d'éliminer le meneur anarchiste pour sauver la vie de l'ancien commandant blanc. Sans qu'on ait à se poser nous-mêmes la question de savoir si ce dernier est révolutionnaire ou contre-révolutionnaire.

C'est cela qui nous a tracassés. Mais en même temps, avec un point de vue critique et émotionnel. Ce n'est pas un point de vue critique brechtien, où la raison seule entre en action pour faire apparaître des comportements; mais où l'émotion et la passion qui animent les personnages sont un élément fondamental.



La Compagnie Vincent Jourdeuil avait connu un triomphe en 71 au TNP avec la mise en scène de Capitaine Schelle, Capitaine Ecco de Rezvani. Aujourd'hui, elle présente la Tragédie optimiste de Vichnevsky au Palace (8 faubourg Montmartre) jusqu'au 30 avril, puis au TNP à Villeurbanne en mars.

La « Tragédie optimiste » c'est d'abord un document sur la manière de représenter l'histoire en URSS dans les années 30. Rouge a rencontré Jean Pierre Vincent pour en discuter.

Tout en écrivant une pièce à la gloire de l'Armée Rouge telle qu'elle s'est constituée, Vichnevsky représente les anarchistes comme jamais on ne les a présentés sur une scène soviétique. Il met en scène ses souvenirs personnels de marin de la guerre civile avec une honnêteté qu'on aurait du mal à trouver chez un autre auteur. Et même s'il se fabrique un détachement anarchiste « sur mesure », c'est à dire peu politisé, qui donc offre peu de résistance idéologique à la commissaire; il laisse exprimer un point de vue qui devient un réel problème quand la commissaire bolchévique doit choisir. Ils sont réellement des héros de la guerre civile. Ils ont réellement fait la révolution de 1905, ils ont réellement partagé la terre en 1905. Et le choix n'est pas entre des saboteurs de la révolution (comme Staline les présente) et un homme efficace, l'officier, qui a fait ses preuves dans l'armée. Le choix est à faire entre le « spécialiste » et des combattants, des héros de la révolution, qui à un moment donné entrent en désaccord avec le pouvoir central et sont jugés inaptes à assumer la nouvelle tâche historique. Notre point de vue à nous ?

Nous nous abstenons d'entonner un chant délirant à la gloire de l'Armée Rouge, parce que nous pensons que nous avons plutôt à poser des questions sur ce qui s'est passé à ce moment-là en URSS et qui retombe aujourd'hui sur nous tous, sur ceux qui veulent prendre leur part à la lutte politique.

La pièce pose un problème fondamental à la source des problèmes de la révolution: le choix en tant que tel entre la construction d'un appareil hiérarchisé, pyramidal, avec des spécialistes, et l'initiative des masses.

Ce qui se passe dans cette pièce et ce qui s'est passé après la révolution de 1917, c'est le fait que les masses aient été repoussées de la scène politique et historique. Les questions que l'on peut se poser sur les nécessités historiques et les tâches immédiates d'une révolution encerclée, c'est une discussion qu'on peut avoir à partir de là, après le spectacle.

Le spectacle n'est pas fait pour donner des réponses ou adopter une ligne politique (que ce soit renforcer le caractère bolchévique ou réhabiliter les anarchistes). Il pose des questions qui ont encore valeur pour nous sur le plan fondamental, sur l'orientation générale d'un mouvement politique.

La question est qu'en 1932 et à plus forte raison en 1937, quand Vichnevsky réécrit sa pièce pour les besoins de « la cause », escamoter le problème historique c'est faire un tour de passe-passe du point de vue de l'Etat stalinien. Comme si les contradictions de l'Armée Rouge étaient les mêmes que celles de l'armée stalinienne. Vous semblez aussi adopter ce point de vue, puisque vous avez présenté l'armée stalinienne comme héritière de l'Armée Rouge dans une interview à Libération par exemple.

Héritière, oui, dans tous les sens du terme. On ne peut pas dire que l'Armée Rouge était, dès sa fondation, une armée bureaucratique. Mais elle était construite selon des plans de rationalité occidentale. Le choix des spécialistes a entraîné très loin l'Armée Rouge: une fois la guerre civile terminée, les soldats n'avaient plus la parole dans l'armée.

Mais comment faire jouer les contradictions politiques de la révolution naissante comme lecture des années 32-37 en URSS? Il y a une différence de taille entre l'Armée Rouge et l'armée stalinienne. Et ça n'est pas une mince affaire à la veille de la 2ème guerre mondiale, quand Vichnevsky réécrit sa pièce. L'Armée Rouge se met sur pied pour sauvegarder la révolution. Les spécialistes n'y jouent aucun rôle politique. Elle se forme dans le cadre d'un Etat qui n'est pas

encore organisé sur ce modèle unique de priorité aux spécialistes, priorité aux dirigeants. Ses contradictions sont d'une nature opposée à celles de l'armée stalinienne. L'armée stalinienne, elle, n'est plus révolutionnaire, mais nationaliste, patriotique, dans un Etat où tous les mécanismes de pouvoir sont exclusivement hiérarchiques.

C'est l'histoire qui bouge ça.

Tout le problème est bien là. Pour ce qui nous concerne dans cette discussion, quelle est la représentation de l'histoire que, vous, compagnie Vincent-Jourdeuil, recherchez dans le théâtre ?

On a affaire à un traitement de l'histoire différent, selon que l'on monte Brecht (Dans la jungle des villes, par exemple), Büchner (Woyzek) ou Vichnevsky (La tragédie optimiste). Pour nous, il s'agit de ne pas envisager l'histoire et la politique au théâtre de manière rationaliste, par trop objective. On n'a pas très envie de monter les grandes pièces de Brecht, Sainte Jeanne des Abattoirs par exemple, pour ces raisons.

A nos yeux, plutôt que de répondre par exemple à cette seule question: quelles sont les contradictions de classe qui ont mené à l'avènement du nazisme, il faut se demander: comment des millions d'individus et des millions d'individus dans la classe ouvrière allemande ont pu désirer être emportés par la propagande nazie.

Autrement dit, qu'est-ce qui se passe dans la tête d'un individu pour qu'il ne voie pas les facteurs historiques qui se déroulent sous ses yeux ?

On ne peut pas avoir une vision globale de la situation historique si on ne prend pas en compte un certain nombre de facteurs irrationnels de l'histoire et de la vie politique. On peut très bien faire l'analyse de l'irrationnel en matérialiste. Ce qui nous intéresse, c'est de traiter l'illusion politique.

Dans quelle intention faites-vous ce travail sur de « grands auteurs », sans créations sur l'actualité historique ?

Tous nos travaux récents ont correspondu à un apprentissage... Plusieurs styles, plusieurs écoles pouvant mener au réalisme et à la transformation du monde au théâtre.

Ça a été la naissance du théâtre épique avec La jungle des villes, puis l'irrationalité politique avec Wozzek. Vichnevsky, lui, cherche un peu à la manière de Maïakovsky, à arracher les grandes forces de la nature à la tradition pour les mettre dans les mains de la révolution et en faire des armes. Mais on ne peut pas se contenter que le travail d'une compagnie soit l'exploration systématique de l'histoire au théâtre. Il faut que notre travail puisse prendre parti dans un certain nombre de luttes qui se déroulent aujourd'hui. Mais si les formes de ces pièces ne sont pas assez fortes, à ce moment-là le théâtre se déséquilibre. Et ça devient non plus du théâtre mais des cours du soir qu'on pourrait mieux faire autrement. Comment raconter une histoire d'avortement aujourd'hui par exemple? Comment décrire la vie de certaines couches sociales? Il s'agit pour nous de trouver le type de transposition théâtrale, le type de « dramatisation » qui montre le monde d'aujourd'hui. Ça demande un apprentissage. On travaille sur cela.